

François Leroux

Refondation de l'Union et de sa Défense

Constat – Préconisations – Ukraine



Efficacité – Équité – Solidarité
f.leroux@refonder.fr – +33 6 07 36 04 33

I. Constat

État d'urgence !

L'attaque de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 m'avait amené à réfléchir à nouveau à notre Union, à sa Défense, à l'Ukraine, à consulter des sites Internet officiels, puis à écrire un premier essai, complété et approfondi par celui-ci, pour préconiser des mesures essentielles, de bon sens, réalistes, urgentes, pour :

- Repenser l'organisation et le mode de fonctionnement de l'Union, conçue par et pour un « Club de grands pays d'Europe occidentale sous protection américaine » ;
- Concevoir une Défense de l'Union totalement autonome qui puisse tenir la Russie à distance et devenir la troisième Puissance militaire mondiale !
- Permettre à l'Ukraine de reconquérir l'intégralité de son territoire, même en l'absence de contributions américaines.

Un regard extérieur pour de tels objectifs est souvent très utile, d'autant plus qu'il n'est pas conditionné par des routines, des conventions, des soumissions liées à un passé totalement révolu.

L'élection de Donald Trump rend encore plus indispensable et urgente la mise en œuvre de ces mesures car, avec Trump à Washington, Poutine à Moscou, un environnement très perturbé, l'Union actuelle, désunie et désarmée, est au bord du gouffre.

DECLIN DE L'UNION

Qu'il est loin le temps où notre Union était admirée et enviée par beaucoup d'étrangers !

Elle est devenue le maillon faible d'un Occident composé « *d'Herbivores repus* » qui, après avoir dominé le monde, a accumulé les échecs et bat maintenant lamentablement en retraite, sans combattre, devant des « *Carnivores affamés et revanchards* » partis à la conquête d'un monde qui nous lâche et se met à nous détester, en nous imputant l'entière responsabilité de leurs malheurs...

L'Union a une organisation totalement périmée qui la rend anémique et l'autodétruit !

S'autodétruire peut paraître violent, mais la réalité est bien celle-ci quand plus de 70 % de ses armements sont achetés à l'étranger, conséquence de notre soumission aux États-Unis et de nos désunions, alors que des matériels équivalents existent dans l'Union la plupart du temps, et que rien n'est fait pour qu'il en soit autrement.

Les conséquences de ces achats massifs à l'étranger sont très graves et multiples :

- Ils appauvrissent l'Union au lieu de lui permettre de développer ses activités industrielles et ses compétences dans les technologies de pointe ;
- Ils dévaluent nos propres armes qui ne pourront plus s'exporter et condamnent ainsi à terme des secteurs industriels majeurs. Pour une économie qui stagne, et même décroche dans de nombreux domaines, dont des secteurs de pointe, ces importations sont à arrêter d'urgence ;
- Cela alourdit et renchérit la maintenance des armements, particulièrement sur les lieux des conflits, et certains peuvent être soumis à des autorisations, voire à des interdictions d'usage.

En conclusion : la politique et l'organisation actuelles de l'Union sont suicidaires !

S'agissant du militaire et du spatial, c'est notre souveraineté et notre sécurité qui sont en jeu, ainsi que notre capacité en cas de conflits à utiliser nos armes sans contraintes étrangères. Un bon exemple a été donné quand un fusil suisse s'est retrouvé en Ukraine et que le gouvernement suisse a refusé de l'approvisionner en munitions... en application de sa sacro-sainte « *Neutralité* ».

De même, il est de bon ton au titre d'une prétendue morale d'être contre la vente d'armes à certains pays. Certes, mais c'est très simple, si ces pays ne peuvent pas se fournir chez nous, ils s'approvisionneront chez nos concurrents moins regardants, ou moins tartufes. Or, s'ils utilisent nos équipements nous pouvons garder un relatif contrôle, par des performances bridées – confère les Américains pour l'Ukraine – par le levier de l'après-vente, ou par d'amicales pressions. Et, sans l'apport des exportations, nos industries militaires et spatiales seraient condamnées.

À quel jeu maléfique joue le Chancelier allemand quand il débloque un budget de cent milliards pour acheter des avions et des hélicoptères aux États-Unis, des systèmes de défense aérienne à Israël, au lieu d'acheter leurs équivalents européens ? Et, dans le même temps, il refuse de fournir aux Ukrainiens ses missiles germano-suédois Taurus dont ils ont le plus grand besoin, et de vendre à l'Arabie saoudite des Eurofighter Typhoon, développés et fabriqués par plusieurs pays de l'Union, dont le sien ! A-t-il conscience que l'industrie européenne est en plein déclin ?

La décision d'exporter – ou pas – des matériels militaires ou de hautes technologies devrait être prise par le **Comité de Défense**, défini plus loin, à une majorité renforcée, et non par un État, qu'il soit petit ou grand. Il est par ailleurs difficile de comprendre qu'un État de l'Union se permette d'imposer ses règles alors qu'il est entièrement soumis, inféodé, aux États-Unis. Pauvre Union !

DEFAITISME MILITAIRE !

Une conviction très partagée est que seuls les États-Unis peuvent assurer notre défense, ou qu'il faudrait des années et dépenser des sommes considérables pour y parvenir sans eux !

Effectivement, que peut faire une Union qui a :

- Un PIB de 18 000 milliards face à un pays qui en a un de 2 100 ?
- Une population de 450 millions face à 145 ?
- Un budget militaire de 270 milliards face à 72 ?

Surprenant pour qui découvrirait cette comparaison, d'autant plus que ce budget de 270 Mrds\$ en 2022 est très proche de celui de la Chine qui veut rattraper les États-Unis et leur tenir tête !

Je conteste formellement cette conviction. Je vais démontrer – et espère convaincre – que l'Union peut se doter, en un an et à budget constant, d'une défense autonome de très haut niveau !

Pour y parvenir, il ne faut pas partir d'une page blanche car c'est l'échec assuré. Il faut partir de ce qui existe, et l'organiser intelligemment !

L'Union doit créer de toute urgence un « **Comité de Direction** », un « **Comité de Défense** », un « **Commandement des armées de l'Union** », oublier l'OTAN dans un premier temps, puis redéfinir et coordonner les armées de l'Union.

Il faut partir de l'armée française qui est la seule à couvrir l'ensemble des domaines militaires. Elle servira de colonne vertébrale à laquelle les moyens dont disposent les vingt-six autres armées seront additionnés, l'ensemble étant sous Commandement de l'ODU, selon des modalités qui sont exposées dans des chapitres à suivre.

L'Organisation de Défense de l'Union (ODU) sera alors réalisée et elle se situera d'emblée au troisième rang mondial ! ... Un beau défi – réaliste – pour 2025 !

Nécessité fait loi !

Si « l'union fait la force », a contrario la désunion engendre la faiblesse et les gaspillages.

D'après la tradition rapportée par Tite-Live : sous le règne de Tullus Hostilius, troisième roi de Rome (673-641 avant notre ère), une guerre meurtrière eut lieu entre les habitants d'Albe-la-

Longue et ceux de Rome. Pour mettre fin à ce conflit, les chefs des deux peuples conclurent un accord : trois frères défendront leur ville, les Horaces pour Rome et les Curiaces pour Albe.

Tite-Live raconte :

Phase I du combat : deux morts chez les Horaces, trois blessés chez les Curiaces.

Phase II : l'Horace, se retrouvant seul face à trois adversaires, feint de s'enfuir. Les Curiaces le poursuivent mais se désunissent. Alors l'Horace arrête sa course, se retourne, va au-devant du premier Curiace et le tue. Puis, il rejoint le deuxième et le tue. Quant au troisième, épuisé, il ne peut même plus combattre et subit le même sort que ses frères. Et Rome fut déclarée victorieuse !

Cette référence d'une tout autre époque permet de montrer qu'en cas d'attaque de l'Union, ou de l'un de ses membres, avec nos vingt-sept armées dispersées, indépendantes, non coordonnées, la plupart petites ou inaptées au combat, soumises aux décisions de leur gouvernement et de leurs parlements, nous serions les Curiaces de la phase II. Aussi est-il indispensable de repenser radicalement notre défense. Ne pas le faire serait irresponsable, incompréhensible, suicidaire !

La défense actuelle de l'Union est illusoire pour au moins quatre raisons :

1. Une absence de maturité politique – et – militaire, de vision, de volonté, pour assumer notre destin et nous libérer, avant qu'elle ne nous lâche, d'une tutelle américaine infantilissante, paralysante, et mortifère en cas d'attaques simultanées de la Russie et de la Chine !
L'Union doit se doter de tous les attributs d'une Grande Puissance militaire pour s'imposer dans ce monde qui ne respecte que la force, ne plus être méprisée et vulnérable ; être une voix qui compte au plan international et cesser d'être la *vache à lait* des conflits non résolus... qui deviennent inextricables et dont la responsabilité est attribuée aux Occidentaux !
2. Une organisation figée, qui ne s'est pas adaptée aux élargissements successifs, et qui a gardé son tropisme occidental, alors que les dangers majeurs sont à l'Est, comme la plupart de nos nouveaux et futurs membres !
3. Une insouciance et un nombrilisme largement partagés qui nous empêchent de nous unir, de nous organiser, de nous assumer, pour avoir la capacité de nous opposer aux folles prétentions territoriales de prédateurs qui ne respectent rien ni personne et veulent détruire les démocraties occidentales.
4. Nous ne pouvons plus être vingt-sept principautés indépendantes qui *tirent la couverture* à elles, sinon ce sera la fin de notre Union, de nos libertés, de nos modes de vie, de la paix !

Pour ne plus subir, nous devons mettre sur pied une organisation totalement différente, et obliger les pays les plus riches de l'Union à contribuer – enfin – à la défense commune : un scandale *passé sous les radars* !

Nous devons aussi réinvestir dans les secteurs militaires, dans le spatial, dans la recherche et les technologies d'avenir, et multiplier les coopérations européennes du type « Airbus », devenu le n° 1 mondial dans l'aviation civile. Nous avons encore de nombreux domaines d'excellence, notamment dans les secteurs de la défense, et une dissuasion nucléaire d'un très bon niveau.

NUCLEAIRE : ARME DE CONQUETE...

Le nucléaire est une arme de dissuasion pour les Démocraties qui en sont dotées, et une arme de conquête pour les Autocraties !

Voici un beau thème de réflexion pour les Stratèges occidentaux qui feraient bien de passer outre au plus vite aux chantages russes s'ils ne veulent pas offrir les démocraties aux autocraties.

CITATION

En conclusion de ce triste bilan, et en introduction des préconisations qui vont suivre, je souhaite faire référence au début de la conclusion de « *Vers la Guerre ?* », le livre chez Plon de Sébastien Lecornu, Ministre des Armées, dont je recommande la lecture. Il m'a largement conforté dans mes convictions :

La situation de l'Union est désespérante... mais elle n'est pas désespérée !

« Nous ne sommes plus en paix.

Lucidement, nous devons nous appliquer à regarder en face le monde lourd de périls et de menaces. L'Iran poursuivra sa stratégie de déstabilisation et maintiendra, avec la Corée du Nord, sa volonté de prolifération nucléaire. La Chine poursuivra son agenda de puissance et posera des défis de sécurité majeurs, notamment avec Taïwan, mais aussi dans la compétition amorcée avec les États-Unis. Le Moyen-Orient connaît un des pics de tension les plus graves depuis 1948, avec un risque permanent de régionalisation du conflit. Les réseaux terroristes islamistes n'ont non seulement pas disparu, mais ils se réorganisent dans plusieurs régions du monde.

Quant à la Russie, c'est bien elle qui nous a choisis comme adversaires. Le système politique construit autour de Vladimir Poutine a désormais besoin de l'Occident comme ennemi pour tenir sa dialectique interne, et sa stratégie d'influence externe, y compris vis-à-vis des pays en développement. La guerre en Ukraine aura certes affaibli la Russie, lui créant des dépendances avec la Chine, la Corée du Nord ou l'Iran. Mais, comme pour une bête affaiblie, cette situation aura pour effet de la fixer assez durablement dans une posture dangereuse. Malgré la Géorgie, la Crimée, l'invasion de l'Ukraine, le chantage nucléaire, les ingérences agressives et les attaques cybers, certains esprits continuent de nier l'immense enjeu de sécurité que pose à l'Europe l'actuel régime du Kremlin. Il est vrai qu'on trouvait encore dans les médias, début 2022, des commentaires pour nous dire que la Russie massait ses soldats à la frontière pour un simple entraînement ! Nous aurons toujours des esprits faibles ou mal intentionnés pour nous conseiller de caresser la gueule du loup, en espérant le raisonner. Les dirigeants des États autoritaires nous ont appris pourtant qu'ils disent ce qu'ils vont faire, et font effectivement ce qu'ils avaient dit.

La menace est durable, au-delà même de l'issue de la guerre en Ukraine. Il faut nous y préparer et apprendre à tenir ce rapport de force qui s'impose à nous, ce qui n'obéit en rien à une logique escalatoire.

[...] »

J'ai une formation d'Ingénieur et une expérience qui m'ont appris, par des approches pragmatiques et frontales, sans tabous ni sectarisme, à aider des entreprises et des institutions à faire évoluer leurs organisations pour les adapter aux mutations de leurs environnements.

7 essais ont précédé celui-ci.

Vieille Europe – Vieux Continent

Les expressions « Vieille Europe » et « Vieux Continent », si souvent employées, ici à dessein, évoquent notre passé illustre, mais insinuent que nous sommes sortis du jeu... Ce qui est, hélas, une triste réalité !

La préservation de nos libertés et de nos modes de vie nous impose de nous reconstruire au plus vite pour reprendre notre place, non pour conquérir des territoires comme par le passé, mais pour faire vivre la démocratie, la justice, la paix dans ce monde ô combien violent, injuste, soumis à des despotes, des autocraties, des ploutocraties exécrables !

Le Parapluie américain, l'OTAN, la chute du « Mur » devaient nous assurer une paix éternelle. Mais, la Chine devenue l'usine du monde grâce à nous ; notre manque d'ambition, de clairvoyance et de coopération entre nous, nous a conduits à réduire drastiquement nos budgets militaires, à ne pas organiser notre Défense d'une façon rationnelle, à perdre nos compétences militaires, à délaissier nos industries civiles et de défense, à accumuler des retards notamment dans les technologies d'avenir, etc. Il en résulte une croissance en berne et, pire, un décrochage !

Ainsi, sommes-nous devenus dépendants des États-Unis, de la Chine, de Taïwan, etc., et notre Europe, autrefois dominatrice et conquérante, est devenue passive, résignée, dominée, déclassée !

L'Union, héritière de l'histoire souvent mouvementée de chacun de ses membres, de nos racines nourries de l'antiquité gréco-romaine, du judéo-christianisme, des valeurs d'humanisme du Siècle des lumières... va-t-elle « *s'offrir* » à un despote barbare et mafieux qui sacrifie son peuple pour réaliser ses fantasmes et se maintenir au pouvoir ? NON, nous n'en avons pas le droit !

4 avril 1949 : création de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) par douze pays : Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, pour se protéger de l'URSS.

Aujourd'hui, il y a trente-deux membres, et il n'y a plus d'URSS.

25 mars 1957 : signature du Traité de Rome, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1958, instituant la *Communauté économique européenne*, la CEE, l'Europe des six : Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas.

22 janvier 1963 : signature du Traité de l'Élysée par le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer, scellant la réconciliation franco-allemande, qui permit à nos deux pays d'agir ensemble pour construire une Communauté que nous voudrions indéfectible.

7 février 1992 : signature du Traité de Maastricht par les 12 membres de l'Union, entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993.

1^{er} janvier 1999 : création de l'Euro sous forme scripturale.

1^{er} janvier 2002 : création de l'Euro sous sa forme fiduciaire.

Mars 2014 : annexion de la Crimée par la Russie, suivie en avril 2014 par la guerre du Donbass, qui fut annexé le 30 septembre 2022, bien qu'elle n'en contrôlât qu'une partie !

31 janvier 2020 : *Brexit*, une bévée britannique fondée sur une série de mensonges... bévée qu'une large majorité de Britanniques regrette aujourd'hui ! Le Royaume-Uni nous avait rejoints le 1^{er} janvier 1973 : 47 ans de vie commune mouvementée.

24 février 2022 : « Opération militaire spéciale » russe.

Le Président Poutine, bafouant l'ordre mondial dont il est l'un des cinq garants, a décidé d'annexer les pays ayant appartenu à une époque à l'URSS ou à la Grande Russie des Tsars ! C'est l'Ukraine qui eut la primeur de cette odieuse prétention.

6 au 9 juin 2024 : Élection des députés européens. Les nouvelles équipes dirigeantes de l'Union ne seront réellement opérationnelles que début janvier 2025.

5 novembre 2024 : Élection Présidentielle américaine.

Le pire pour la Démocratie, pour les États-Unis, pour notre Union, pour le Monde, est possible, avec un Président imprévisible et revanchard !

20 janvier 2025 : Investiture du 47^e Président des États-Unis.

1870 – 1945 : Soixante-quinze ans.

Trois guerres effroyables, des centaines de millions de victimes et nos pays ruinés !

1945 – 2023 : Soixante-dix-huit ans de paix et de prospérité au sein de l'Union, même si nos économies ont parfois marqué le pas du fait de crises, financières notamment, de gouvernements sans Plans ni Visions, de conjonctures défavorables, de mauvaises décisions, d'indispensables réformes structurelles non effectuées, etc. !

Sans aucun doute, nous devons cette paix et cette prospérité à la mise en œuvre de la plus belle et de la plus grande des idées des Pères de l'Europe : une Union que le monde admirait et nous enviait... à l'époque où elle se construisait ! Puisse leur initiative aller au bout du rêve et de sa logique, se pérenniser pour toujours, et inspirer d'autres groupes de nations !

S'il fallait une seule raison d'être profondément attaché à cette Union, ce serait la PAIX entre nous. Mais il y en a bien d'autres de tenir à ELLE, et bien plus encore aujourd'hui et demain qu'hier, à condition qu'elle s'émancipe et se métamorphose rapidement !

Alors, regardons ce qu'il faut faire pour la pérenniser et nous protéger de tous les despotes et ploutocrates qui veulent dominer le monde pour leurs profits... et aux dépens des peuples, de la démocratie et de notre Union !

Poutine affiche le plus profond mépris pour notre Union et pour les peuples qui la composent. Il prétend que les responsables de la guerre en Ukraine sont l'OTAN et les États-Unis, les seuls adversaires de la Russie, et que toute négociation ne peut se faire qu'avec les États-Unis !

Si l'Union disposait d'une vraie Défense autonome, il n'aurait plus les États-Unis et l'OTAN face à lui, mais l'UNION qui aurait la capacité militaire de lui tenir tête et de soutenir l'Ukraine. Ce serait très vexant pour son ego de « *grenouille qui veut se faire plus grosse que le bœuf* » et risqué pour son avenir, mais cela permettrait à l'Ukraine de retrouver ses frontières reconnues, et aux pays des fantasmes de Poutine d'être moins inquiets au sujet de leur avenir.

OTAN

4-11 février 1945 : YALTA. L'Union Soviétique et les États-Unis, les deux grandes puissances d'alors, se partagent l'Europe devant le Royaume-Uni, seul « survivant » européen.

4 avril 1949 : Signature du Traité de l'Atlantique Nord pour se prémunir d'attaques de l'Union Soviétique, qui a conduit à créer « **l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord** », **OTAN**, à vocation défensive de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord.

L'OTAN a garanti la paix, une paix que l'on pensait définitive... jusqu'au 24 février 2022, date à laquelle M. Poutine a déclenché une « *Opération Militaire Spéciale* » dans le but d'annexer l'Ukraine. Heureusement, ce fut un échec grâce à la détermination, à l'ingéniosité, au courage des Ukrainiens et de leur Président, aidés par l'inorganisation de l'armée russe et sa corruption.

Cette « *Opération* », et bien d'autres projetées par Poutine, nous obligent à tourner la page de cette longue période de paix, et à repenser toutes nos institutions et leurs organisations sans hésiter à les dissoudre pour en créer de nouvelles, en évitant les pièges dans lesquels elles sont actuellement, par imprévoyance et candeur.

Dans un monde où les autocraties ne respectent ni leurs engagements ni les traités internationaux ; où le mensonge et la corruption sont leur mode de fonctionnement ; où elles veulent éliminer les démocraties, il est impératif que celles-ci deviennent responsables et cessent d'être naïves, crédules... et de ne penser qu'au commerce que l'on croyait, à tort, porteur de paix. L'Union doit devenir adulte, responsable, autonome et s'imposer sur tous les plans !

« *Il ne faut pas humilier la Russie* » alors que son Président nous manipule et nous humilie depuis plus de vingt ans, et le protéger d'une défaite pour éviter les incertitudes, les risques, qui en découleraient : c'était surréaliste ! Les Occidentaux ont l'art de ne pas résoudre les problèmes quand ils devraient l'être : on en voit les conséquences des années plus tard, comme en Palestine, en Corée, etc. ! Et en Ukraine : 2014 puis 2022 – 2024...

En 2023 Poutine était au plus bas, puis il est revenu au plus haut fin 2024, en quasi « Maître du Monde » car la contre-offensive ukrainienne du printemps 2023 a échoué par manque d'armes, de munitions, d'avions qui avaient été promis pour fin 2022, ce qui a donné du temps aux Russes pour réaliser une triple ligne de défense sur toute la longueur du front. Tout ça à cause de notre passivité et des supposées lignes rouges. Que d'erreurs stratégiques de la part des Occidentaux !

Aujourd'hui, l'OTAN a :

- 32 Membres dont 23, plus des deux-tiers, sont membres de l'Union ;
- 18 Partenaires, dont 3 de l'Union et 8 à terme, et 2 suspendus (Biélorus et Russie) ;
- 7 « Dialogue Méditerranée », qui concerne en premier lieu l'Union ;
- 4 « Initiative de coopération d'Istanbul » (monarchies du Golfe) : l'Union est concernée ;
- 9 Partenaires dans le monde dont 1 suspendu (Afghanistan) : l'Union est concernée.

Soit 70 pays à des titres divers, dont 3 suspendus et 26 dans l'Union, le 27^e étant Chypre. Parmi les Partenaires, certains me semblent être plus du « *camp d'en face* » que du nôtre.

L'OTAN nous protégeait. Nous protège-t-elle encore ? C'est de moins en moins certain, et dans un futur proche, c'est très improbable ! Pire, elle a perdu son critère dissuasif pour la Russie !

Au moins sept autres raisons nous imposent d'avoir notre propre Défense :

1. **La sécurité de l'Union** ne peut reposer, ni sur un doute ni sur un pays autre, même « ami ». Les Américains partiront-ils d'Europe comme ils sont partis d'Afghanistan ? Par ailleurs, la sécurité de l'Occident ne peut plus être assurée par la seule armée américaine.
2. **L'Union** est une grande puissance économique qui doit se doter des moyens militaires correspondants, pour dissuader les agresseurs éventuels et se défendre en cas d'attaque ; pour exister et être respectée au niveau international ; pour contribuer à rendre ce monde moins violent et moins injuste ; et pour son amour-propre !
3. **La Russie a une armée en partie obsolète**, une économie qui commence à pâtir lourdement de ses efforts de guerre et d'une démographie d'autant plus vieillissante que sa guerre lui fait perdre des millions d'actifs, tués, blessés, ou émigrés. Mais cela n'empêchera pas son Président de mener des actions de moindre intensité, en jouant sur les minorités russes et russophones dans les pays qu'il rêve de reprendre, en multipliant ses cyberattaques, ses chantages, ses actes terroristes, etc.
4. **La zone stratégique des États-Unis n'est plus en Europe**. Elle est maintenant en Asie en raison de leur rivalité avec la Chine en passe de les rattraper, voire de les dépasser à terme. L'Union Européenne est aussi concernée par cette zone au titre de la protection des voies maritimes et de territoires français qui s'y trouvent : un million six cent mille habitants et une zone économique exclusive de neuf millions de km², la deuxième après celle des États-Unis et avant celle de l'Australie. Pour ces raisons, la France participe à leur surveillance et à des manœuvres militaires avec les Américains et d'autres pays amis de la région.
5. **Un des membres de l'OTAN, la Turquie, n'est pas fiable**, joue les francs-tireurs ; a des comportements très inamicaux avec des membres de l'Union ; flirte avec la Russie ; rêve de reconstituer l'ex-Empire Ottoman ; souhaite rejoindre les BRICS... mais l'Organisation ne dispose pas d'une clause lui permettant d'exclure un membre, et les Américains y ont une base militaire et nucléaire, importante.
6. **Les dérives antidémocratiques et sectaires du parti Républicain américain**, soumis aux pressions du clan Trump, et sa prise de pouvoir le 20 janvier 2025, n'augurent rien de positif pour nous, bien au contraire. D'autre part, si l'OTAN n'existait pas, je doute fort qu'il viendrait à l'idée d'un seul Américain de la créer.
7. **Les Américains veulent pouvoir disposer de l'essentiel de leurs forces pour la zone Indo-Pacifique** à cause de la Chine et de Taïwan, du Japon et de la Corée du Sud. Sans compter les autres zones de conflits dans lesquelles ils sont impliqués, dont le Proche et Moyen-Orient. Nous devons les comprendre, mais pourquoi nous empêcheraient-ils de développer notre propre défense qui pourrait venir, si nécessaire, en complément de la leur en Asie ou ailleurs, et renforcer le camp des démocraties... si du moins les États-Unis restent une démocratie. Il est vrai qu'ils perdraient progressivement un important débouché pour leurs industries de l'armement et qu'ils auraient un nouveau concurrent sérieux sur les marchés mondiaux de la défense !

II. Préconisations

Révolution

« L'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire. »

Henri Bergson

L'Union Européenne devrait faire du 24 février 2022 la date fondatrice de sa Renaissance, comme le fut le 14 juillet 1789 pour la France : un monde s'était effondré, un monde nouveau s'est construit sur des bases radicalement différentes qui ont fait émerger, notamment, la démocratie, le Code civil, la « *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* » : égalité des droits, liberté d'opinion et de la presse, respect de la propriété, etc. Toutes choses auxquelles nous tenons, que nous avons reçues en héritage et que nous devons pouvoir transmettre...

Mais ce n'est pas avec la passivité, l'immobilisme, les blocages mentaux actuels, les désunions que notre Union pourra survivre, se développer et transmettre cet héritage !

Pendant des décennies, nous avons un adversaire en commun avec les Américains : le Bloc Soviétique, devenu la Fédération de Russie en 1991.

Puis, les prétentions folles du Président Poutine et l'émergence de la Chine, avec sa volonté de devenir la première puissance mondiale et d'annexer Taïwan et bien d'autres territoires, ont bouleversé les équilibres. Ainsi, les convergences occidentales sont-elles clairement devenues des divergences.

Ces faits majeurs, auxquels il faut ajouter l'imprévisible Trump, le futur Président américain avec tous les pouvoirs aux mains du parti républicain, qui n'a jamais aussi mal porté son nom, nous obligent à prendre nos distances avec la tutelle américaine : elle est de moins en moins protectrice, elle nous empêche d'organiser notre propre défense et de mener nos propres politiques extérieures faute d'avoir une capacité militaire crédible. Cette tutelle est devenue très nocive !

Or, pour devenir la troisième Puissance Mondiale, il ne faut pas dépenser plus, il faut dépenser mieux, avec une organisation totalement différente et la volonté d'être ce que nous devrions être, et que de nombreux pays attendent que nous soyons : **une Puissance de Paix et d'Équilibre !**

Quand on voit les agissements de notre grande voisine de l'Est au mépris de toutes les conventions internationales, il est urgent que l'Union et sa future Défense définissent des types d'interventions musclées pour apporter des réponses adaptées très rapidement à ses forfaitures. Et qu'elle les affiche, le préventif étant bien préférable au curatif. Il est très dangereux pour nous tous, de la laisser faire sans réagir... ou avec de vagues sanctions, trop souvent inefficaces, et qui font de l'agresseur la victime aux yeux de très nombreux pays tiers.

Poutine, comme Trump, ne connaît et ne respecte que la FORCE. La Moldavie, la Géorgie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, etc. seront ses prochaines cibles si nous restons les bras croisés.

Les États-Unis n'ont pas levé le petit doigt pour la Crimée, ni pour le Donbass, contrairement à leurs engagements formalisés par plusieurs traités qu'ils ont signés. Réagiraient-ils pour les États Baltes ? C'est peu probable, car la Russie est dotée de l'arme nucléaire.

Que serait-il advenu si la Russie avait conquis l'Ukraine en quelques jours comme elle le pensait ? Très certainement RIEN, si ce n'est quelques sanctions pour le principe... qui l'auraient encouragée à continuer ses annexions !

Il faut sortir d'urgence de notre apathie et s'assumer collectivement. Je pense que la création d'un **Comité de Direction**, avec une participation de pays qui ont été sous la férule soviétique, devrait contribuer à cette indispensable prise de conscience collective. Et un **Comité de Défense** devra se pencher sur la défense de l'Union (ODU) et sur celle de l'Europe (OTED).

Les préconisations exposées plus loin, pour la **Reconstruction de l'Union** et pour **l'Organisation de sa Défense** devront être initialisées avant d'aller négocier une nouvelle organisation de la Défense européenne avec le Président des États-Unis, Joe Biden ou Donald Trump, et avec le Secrétaire général de l'OTAN.

Il est aussi impératif que l'Union réalise ces préconisations pour ne pas être prise au dépourvu avec des armées russes sur ses terres, comme cela a toutes les chances d'être si rien de sérieux n'est entrepris. Si c'est le cas, elle ne pourra alors que s'en prendre à elle-même, avec toutes les conséquences dramatiques qui en découleront, pour elle et pour ses membres et futurs membres.

Les États-Unis seraient prêts à s'engager contre la Chine afin de préserver l'indépendance de Taïwan, mais refusent de le faire en Ukraine contre la Russie ! Leurs raisons sont évidentes :

- L'Ukraine et l'Europe n'étant plus stratégiques pour eux, ils n'ont plus aucune raison de payer et de mourir pour une Union qui est assez grande et riche pour assurer sa propre défense !
- Ils sont, pour le moment, dépendants des technologies taïwanaises pour leurs équipements de pointe, militaires comme civils. Pour cette raison, ils ne peuvent pas accepter que Taïwan soit annexé par la Chine avant qu'ils n'aient mis fin à cette dépendance. Ce qui est en cours.

Quant à la Chine, elle a trois bonnes raisons de récupérer Taïwan :

- Annexer un territoire qu'elle considère comme chinois ;
- S'approprier ses technologies de pointe et en priver les Occidentaux ;
- Contrôler totalement le détroit de Taïwan et la mer de Chine, zones maritimes très stratégiques pour tous les pays, et particulièrement pour les pays occidentaux.

Nous vivions en paix depuis trois générations. Manifestement, les folies guerrières inqualifiables de Poutine n'ont pas sorti de leur hypnose nos dirigeants, qui sont de la deuxième, voire de la troisième génération... ni nos peuples, hélas ! Poutine, serait-il un hypnotiseur hors pair ? En tout cas, il en a tout l'art !

Tous les Européens devraient d'urgence se réveiller et se mettre en « esprit de guerre », puis s'organiser et s'armer intelligemment afin de dissuader la Russie d'attaquer ses membres les uns après les autres au lieu de l'attirer par notre passivité et nos défenses d'opérette qui feront de nous les « Curiaces de la phase II » face à « l'Horace » russe.

Comment pouvons-nous être sourds, aveugles, inconséquents, naïfs à ce point alors que Poutine, aidé par ses despotes amis, souffle avec un grand succès sur les braises de tous les points chauds du globe ? Plus toutes ses actions de désinformation sur les populations occidentales et sur celles du « *Sud Global* » pour les convaincre que leur avenir est avec la Russie et non avec ces Occidentaux « *impérialistes et dégénérés* ». Le plus invraisemblable, c'est que ça marche, y compris chez nous, alors qu'elles ne peuvent pas ignorer les horreurs pratiquées par les dictatures successives russes et chinoises, en premier lieu sur leurs propres populations !

Même en temps de paix, notre impuissance militaire nous dévalorise et nous empêche de tenir le rang qui devrait être le nôtre, comme l'a prouvé récemment « *la gifle* » que nous a administrée le gouvernement israélien lors d'une tentative de médiation entre eux et les Palestiniens. Notre seul rôle est de payer à fonds perdu puisque nous finançons les constructions, puis les destructions, puis les reconstructions, etc.

C'est sans fin, comme la détresse des populations ! Un peu de fierté et de réalisme ne nous feraient pas de mal.

Alors qu'il est de plus en plus probable que notre « *protecteur* » nous lâche à court terme, chacun y va de ses hypothèses, non suivies d'actions coordonnées. Le Président Macron prêchait dans le désert pour une défense européenne à la Sorbonne en 2017. Ses propos du 26 février 2024 ont déclenché des réactions totalement irresponsables dans un contexte de guerre.

Quant aux initiatives de réarmement, elles sont incohérentes, destructrices de notre économie, et seront improductives tant qu'il n'y aura pas un **Commandement qui coordonnera l'ensemble des vingt-sept armées**, qui ait l'expérience des conflits, pour organiser et mettre en ordre de bataille l'ensemble des moyens et des actions. Il ne faut pas oublier qu'un seul État sur les vingt-sept dispose d'une armée complète et d'une réelle expérience de la guerre, expérience qui ne s'improvise pas : elle s'acquiert à l'épreuve du feu, avec ses drames !

Vingt pays viendraient de décider d'acheter ensemble leurs armements. Très bien, mais qu'en est-il de la complémentarité, des redondances, des oublis ? Et les fournisseurs européens seront-ils consultés et privilégiés ?

C'est toujours le règne de l'amateurisme.

Les bonnes intentions, c'est bien, mais ça ne fera pas une défense efficace pour une guerre de haute intensité.

Dirigeants de l'Union : Réveillez-vous et Unissez-vous, C'EST VITAL pour nous tous !

L'Union doit se réinventer !

« On ne règle pas un problème en utilisant le système de pensée qui l'a engendré. »

Albert Einstein

L'Union, et son environnement, étant radicalement différents de ce qu'ils étaient à l'époque des Traités de Rome (1957) et de Maastricht (1992), elle est condamnée à se réinventer et à développer une grande solidarité et coopération entre ses membres, afin que les décisions qui la concernent, ou l'impliquent, soient prises à Bruxelles et non imposées par Washington, Moscou ou Pékin ! **Elle ne peut plus être un « Club Med » d'un passé révolu, inféodé aux Américains.**

Juin/Décembre 2024 : les députés sont élus pour cinq ans et la nouvelle Commission sera réellement opérationnelle en janvier 2025. Il faut absolument en profiter pour concevoir de nouvelles organisations, puis les soumettre à un référendum paneuropéen.

L'Union est face à son destin, qui est aussi celui des vingt-sept pays qui la composent. Elle doit faire de 2025 l'année de sa Défense, de sa Réhabilitation, de son Émancipation.

- Soit, nous continuons à être le paillason du monde et mis à mal par les reconquêtes de Poutine, des pays de l'Union étant ses prochaines cibles. Notre civilisation rejoindra alors dans les livres d'histoire les grandes civilisations disparues.
- Soit, nous prenons conscience que nous valons mieux que ces renoncements et que, vis-à-vis de nos descendances, nous devons nous comporter en adultes responsables. Cette option implique des changements importants dans les Institutions de l'Union pour qu'elle devienne maîtresse de son destin et ne soit plus résignée, soumise, méprisée ! Et ce n'est même pas une question d'argent ! Seulement une question de clairvoyance, de volonté, de fierté !

« *L'union fait la force* » dit le proverbe... à condition que chacun respecte les autres, coopère et se coordonne avec eux. Dans notre Union, il ne doit plus y avoir du « *chacun pour soi* ». Tous les pays appartiennent à une même équipe, avec des points forts et des points faibles, et l'on doit en priorité s'appuyer sur les points forts de chacun tout en aidant à remédier aux points faibles.

Que pèse chacune de nos petites nations face aux mastodontes qui dominent le monde ? Rien, ou si peu ! Seule notre Union sera en mesure de leur tenir tête, encore faut-il que nous le voulions, que nous nous en donnions les moyens, que nous agissions très vite et ensemble ! Sinon, quel est l'intérêt de cette Union si chacun y joue sa propre partition ?

À vingt-sept pays et plus, tous très différents les uns des autres, mais complémentaires, cette Union doit avoir maintenant pour but principal de préserver la survie de nos civilisations, de nos identités, de nos libertés, de nos niveaux et modes de vie, dans un monde très hostile où les autocraties veulent étendre leurs emprises basées sur la dictature, la corruption, le mensonge, la violence, la domination, la privation des libertés fondamentales !

Pour toutes ces raisons, outre les guerres en Ukraine et en Palestine, notamment, nos Dirigeants ont de très lourdes responsabilités qu'ils doivent impérativement assumer au plus vite en ayant, chevillés à l'esprit, les propos de Winston Churchill tenus après le funeste accord de Munich avec Hitler, en octobre 1938, propos qui valent pour Poutine, la parfaite réplique du *Führer* ! Ces propos sont rappelés dans le chapitre Ukraine en troisième partie.

RECONSTRUCTION PRECONISEE

Pour son indispensable **Reconstruction**, l'Union doit prendre dix décisions très importantes :

1. **Se doter d'un Comité de Direction** composé de six pays, trois de l'Ouest, trois de l'Est pour remplacer le duo Franco-Allemand, ou ce qu'il en reste.
2. **Répartir les pays dans quatre Cercles concentriques** selon leur niveau d'adhésion pour remédier aux difficultés que rencontre l'Union dans son fonctionnement et son évolution :
 - **Le Cercle Un**, central, regroupe les pays de l'Union qui respectent les valeurs et les règles de l'Union. Ils formeront la « *Fédération de Nations démocratiques d'Europe* ». Adhésion à 100 % ;
 - **Le Cercle Deux** regroupe les pays membres ne respectant pas toutes les valeurs et toutes les règles, ou ayant une politique trop personnelle, ainsi que les pays associés, comme la Norvège : adhésion à 75 %. Il pourrait être aussi le sas d'entrée des nouveaux membres.
 - **Le Cercle Trois** pour regrouper les pays candidats ayant entamé leur processus d'adhésion. Adhésion à 50 %.
 - **Le Cercle Quatre** pour regrouper les candidats potentiels. Adhésion à 25 %.

Ces pourcentages sont une façon simple de donner une idée d'un degré d'appartenance à l'Union et d'indiquer, à la Russie en premier lieu, le périmètre de notre « *Famille européenne* ». Je rappelle à M. Poutine que tous ces pays ont **librement** choisi de rejoindre l'Union.

Les décisions les plus importantes sont prises à une majorité renforcée par les pays du Premier Cercle. L'unanimité est supprimée, ainsi que le droit de veto car, l'Union étant une démocratie, un pays ne peut pas y faire la loi ! Les pays des autres Cercles pourront être consultés s'ils sont concernés, sans participer aux votes, sauf exceptions.

Les pays des quatre cercles devront être protégés par la Défense de l'Union des attaques russes, ou autres : ils composeront la « *Liste de la Famille européenne* ».

3. **Supprimer les Présidences tournantes du Conseil** : À six, elles pouvaient s'admettre. À vingt-sept, elles sont pour le moins saugrenues pour ne pas dire folkloriques, et une présidence par un pays en opposition frontale avec les grands principes qui fondent l'Union est surréaliste.
4. **Supprimer la règle « un membre, un commissaire »** : Être Commissaire est une fonction hautement responsable qui implique de réelles compétences, de l'expérience, du poids politique. Chaque pays pourrait proposer deux ou trois personnalités, parmi lesquelles le Comité de Direction, le Président de la Commission et le Parlement choisiraient les Commissaires et, éventuellement, des adjoints. La Commission, Exécutif de l'Union, doit être formée d'une équipe performante et pertinente : elle a besoin de commissaires pour des postes bien définis, avec parfois des adjoints, mais plus avoir de postes aux libellés ésotériques.
5. **Limiter à 3, voire à 5, les langues officielles** : Vingt-quatre, bientôt trente et plus... langues officielles, c'est totalement ridicule, surtout de nos jours. Les langues maternelles ou pratiquées dans l'Union sont, dans l'ordre : l'Anglais – l'Allemand – le Français – l'Italien – l'Espagnol. Toutes les autres sont totalement marginales, parlées ou pratiquées à moins de 5 %. Quant aux langues régionales, toute demande doit être écartée d'office.
6. **Avoir un organigramme clair** avec des niveaux hiérarchiques bien définis. L'actuel, pour l'Européen moyen et pour les pays étrangers est flou, voire énigmatique, mal incarné et les

principaux responsables sont peu ou pas connus. Il devrait être composé d'un Président, nommé par le Comité de Direction et le Parlement, d'un Premier ministre (la Présidence de la Commission), de Ministres (les Commissaires), d'un Parlement et d'une Chambre Haute.

Le Président devrait avoir une forte personnalité, du charisme, de vrais pouvoirs, plus proches de ceux du Président Français que de ceux de son homologue Allemand, car il représente l'Union dans les instances internationales et il devra jouer un rôle important dans la gouvernance de l'Union. Il devra, notamment, présider les Comités de Direction et de Défense, définis plus loin.

L'Union représente un ensemble de pays, mais n'a pas de territoire propre. Si, à l'image de l'Église catholique, elle avait un « *Vatican* », son Président serait un chef d'État comme les autres. Pour ce faire, Bruxelles et/ou Strasbourg pourraient-elles céder ou louer à l'Union un district pour 1 € symbolique ?

7. **Créer une Chambre Haute** : Je suggère que les Sénats nationaux migrent ou participent à cette Chambre Haute européenne afin de mettre en œuvre une coopération approfondie entre l'Union, les pays et leurs territoires, pour déboucher sur une réelle communauté de destin, et une meilleure compréhension réciproque. Chaque délégation transcrirait les directives européennes et assurerait l'interface avec leur pays. Le mode de désignation des représentants pourrait être laissé au choix des pays, et leur renouvellement devrait s'effectuer à mi-mandat des députés pour amortir les vagues politiques.

Cette Chambre devrait être installée à Strasbourg, ce qui permettrait de renvoyer les eurodéputés à Bruxelles, afin de réduire leurs coûts de fonctionnement et d'améliorer leur efficacité.

L'idée serait d'avoir un pôle de décision et d'action à Bruxelles et, à Strasbourg, un pôle de contrôle, et de réflexion, en relation avec le Comité de Direction et le Commissaire au Plan, sur les Stratégies à envisager dans les dix ans à venir.

8. **Devenir une Fédération de Nations**, préconisée par Jacques Delors, avec une gouvernance proche de celle d'un État Fédéral afin de bien coordonner les politiques des membres et d'avoir une communication claire, et non la cacophonie actuelle. Le but serait aussi que les pays de l'Union restent membres des organisations internationales pour peser sur les votes.
9. **Instituer des Référendums paneuropéens** : Cette mise à jour de l'Organisation de l'Union devrait être soumise, non pas aux vingt-sept pays, mais aux Européens eux-mêmes, c'est-à-dire à un scrutin unique avec un résultat global qui s'appliquerait à tous, en sachant que les pays qui seraient ostensiblement contre cette nouvelle organisation auraient la possibilité de demander leur passage dans le Deuxième Cercle, voire leur sortie de l'Union.

10. **Faire respecter les Valeurs et les Règles de l'Union** par tous les Pays du Premier Cercle. Les dissidents devraient être rappelés à l'ordre et, s'ils persévèrent, ils seraient renvoyés dans le Deuxième Cercle. L'idée est que les orientations politiques des gouvernements des pays étant changeantes, il faut éviter les décisions définitives, à l'exemple de la Pologne qui aurait été mise dans le Deuxième Cercle, serait revenue dans le Premier à la suite de ses élections de 2023.

Note : les Organisations, civile et militaire (à suivre), préconisées, – à coûts pratiquement constants –, n'ont qu'un but : établir des règles du jeu pour former une équipe solidaire de vingt-sept pays interdépendants, afin que cette Union continue à exister, et puisse peser sur les plans économique, politique, militaire, éthique, au sein d'un monde de plus en plus terrifiant.

COMITE DE DIRECTION

La France et l'Allemagne étaient le moteur de l'Union...

L'attaque de l'Ukraine par la Russie a fait prendre conscience que ce duo était périmé et qu'il devait inclure des pays de l'est. À l'origine, notre Union n'était composée que de pays de l'ouest de l'Europe qui regardaient la Russie avec bienveillance, par naïveté et intérêts mal compris.

Aujourd'hui, onze pays issus du glacis soviétique nous ont rejoints, plus trois qui en sont voisins. Neuf, issus de ce même glacis, sont candidats. Leurs vécus soviétiques les ont rendus bien moins complaisants à l'égard d'une Russie dirigée maintenant par un chef mafieux, illuminé, totalement corrompu, n'ayant que mépris pour ses propres populations, et plus encore pour celles des autres pays. Et ce ne sont pas ses interventions en Tchétchénie, en Géorgie, en Syrie, en Ukraine... et ses vues sur toutes les anciennes possessions soviétiques ou tsaristes qui pourraient les amener à de meilleurs sentiments à son égard. Ni les conditions de vie dans la Russie profonde, ni ses solutions expéditives à l'égard de ses opposants et de ses concurrents potentiels.

D'où la nécessité d'avoir un Comité de Direction composé de trois pays issus de ce glacis et de trois de l'Ouest.

En complément, en raison du nombre et de la très grande disparité des pays : taille, niveau de développement, situations géographiques... l'Union doit définir des zones géographiques qui regroupent les pays des quatre Cercles ayant des problématiques proches. Par exemple, celles des pays du sud sont très différentes de celles des pays du Nord, face à la Russie.

Pour être concret, j'ai défini cinq zones qui seront représentées au Comité de Direction par le pays principal du Premier cercle, le but étant que le Comité reflète bien l'ensemble des territoires de l'Union avec leurs problématiques propres.

Le Comité aura pour missions d'analyser les évolutions, de réfléchir au fonctionnement de l'Union, à son organisation, à son futur en lien avec les services du Plan, de la Défense et de la Chambre Haute ; de proposer des projets de décisions, de superviser la mise en œuvre de celles qui auront été prises, afin de veiller à leur cohérence, à leur pertinence et à leur respect. Il interviendra donc en amont des processus de décision, et en aval dans les domaines importants pour l'Union et son avenir.

Il devra aussi agir afin que les vingt-sept États soient solidaires entre eux, fassent « Nation », pensent prioritairement Union. C'est fondamental pour sa pérennité et son rôle dans le monde. Quant aux cinq membres, représentants d'une zone, ils devront être proches des pays de leur zone, les réunir régulièrement pour faire remonter les idées et les doléances, et les informer des décisions prises. Aussi, pour aider les postulants dans leurs progressions en vue de leur adhésion.

Le Comité de Direction, présidé par le Président de l'Union, rendra des comptes aux pays membres lors des réunions du Conseil, Conseil conservé dans cette nouvelle organisation.

La participation de voisins de la Russie dans ce Comité, outre sa légitimité, est fondamentale pour le rendre pertinent et donner à tous les pays le sentiment d'être, enfin, réellement intégrés. Elle est aussi indispensable pour unir et renforcer l'Union, pour définir des comportements responsables et fermes à l'égard de la Russie, et pour faciliter la création d'une réelle Défense Européenne, autonome, sans tutelle américaine, telle qu'elle est présentée plus loin.

Ce Comité devrait être créé très rapidement, car il peut être informel, au moins dans un premier temps, comme l'est le duo Franco-Allemand. Il réunirait régulièrement les ministres chargés de l'Europe des pays concernés, assistés de leurs spécialistes des questions à l'ordre du jour.

Il est le premier étage – fondamental – de la **Reconstruction de l'Union**. Il devrait rendre plus naturelles les étapes suivantes et souder l'Union. Sa création relève, je pense, d'une simple décision du Conseil, facile à adopter, car sa création est d'une évidente logique et nécessité.

ZONES GEOGRAPHIQUES SUGGEREES

1. **Baltique** : 110 mH (Millions d'habitants)
Pologne – Suède – Finlande – Estonie – Lettonie – Lituanie – Danemark – (*Ukraine*).
2. **Centre** : 136 mH
Allemagne – Pays-Bas – Autriche – Slovaquie – Tchéquie – Hongrie.
3. **Sud-Est** : 45 mH
Roumanie – Bulgarie – (*Géorgie – Kosovo – Moldavie – Macédoine du Nord – Serbie*).
4. **Méditerranée – Adriatique** : 84 mH
Italie – Malte – Grèce – Chypre – Croatie – Slovénie – (*Albanie – Bosnie Herzégovine – Monténégro*).
5. **Atlantique** : 143 mH
France – Espagne – Portugal – Irlande – Belgique – Luxembourg.

Les membres du Comité de Direction sont en gras et les pays candidats sont en italique :

Allemagne, France, Italie pour l'Ouest, Pologne, Roumanie, plus un pays Nordique ou Balte pour l'Est.

Les six pays de ce Comité de Direction, comme de celui de Défense, représentaient en 2022, plus de 60 % de la population, 60 % du PIB et plus de 55 % des contributions à la Défense.

Dès la création des Comités, je recommande fortement que l'Ukraine soit invitée régulièrement aux Comités de Défense (à suivre), et aux Comités de Direction quand les problèmes de défense y seront débattus, car elle est la seule à avoir l'expérience de la guerre de haute intensité et de la mise en œuvre, avec quel talent et si peu de moyens, des techniques nouvelles (drones aériens, marins et sous-marins, défense antiaérienne, adaptations d'engins balistiques, etc.).

Sur l'aspect Défense, l'Allemagne (Zone 2), devrait être très proche de la Pologne (Zone 1), de la Roumanie (Zone 3) et de l'Italie (Zone 4) dans l'optique d'une attaque russe.

Quant à la France (Zone 5), elle devra être en relation étroite avec l'Italie pour la Méditerranée et avec les Partenaires associés à notre Défense, dont le Royaume Uni...

Population des vingt-sept Membres : 447,280 millions d'habitants en 2022 :

Allemagne	83,160	Tchéquie	10,700	Irlande	5,060
France	67,800	Suède	10,450	Croatie	3,880
Italie	58,980	Portugal	10,300	Lituanie	2,800
Espagne	47,430	Hongrie	9,730	Slovénie	2,110
Pologne	37,800	Autriche	8,980	Lettonie	1,880
Roumanie	19,190	Bulgarie	6,840	Estonie	1,330
Pays-Bas	17,810	Danemark	5,870	Chypre	0,900
Belgique	11,550	Finlande	5,540	Luxembourg	0,630
Grèce	10,710	Slovaquie	5,340	Malte	0,510

Défense inopérante

VINGT-SEPT ARMEES INDEPENDANTES

...Une caricature parfaitement irréfléchie, aussi dispendieuse qu'inefficace !

Quelle serait la puissance de l'armée américaine si elle était composée de cinquante armées indépendantes et non coordonnées ?

Les armées doivent être conçues pour la guerre, pas pour les défilés mémoriels en temps de paix. Avec nos vingt-sept armées indépendantes, dispersées, non coordonnées, la plupart inaptes au combat, en cas d'attaque, chacune soumise aux décisions de son gouvernement et de ses parlements, nous sommes assurés d'être les Curiaces de la phase II... ce qui est un non-sens !

BUDGETS MILITAIRES INIQUES

Avant d'aborder l'Organisation préconisée de la Défense de l'Union, il s'avère indispensable d'indiquer la part du Produit Intérieur Brut (PIB) consacré par chaque État aux dépenses militaires en 2022 (sources OTAN / SIPRI / EUROSTAT). C'est simplement édifiant, et montre combien nous sommes déconnectés des réalités militaires et loin de « faire Union » !

Selon les sources, les montants varient un peu mais sont dans les mêmes ordres de grandeur. Les évolutions récentes ne changent pas fondamentalement le problème d'ensemble.

Moyenne des budgets militaires en % des PIB pour les :

- Neuf pays les plus riches : 1,07 %
- Neuf pays suivants : 1,55 %
- Neuf pays les plus pauvres : 2,16 %

À titre de comparaison, ceux des principaux pays occidentaux :

- Les États-Unis : 3,52 % (811 milliards US\$)
- Le Royaume-Uni : 2,29 % (73 milliards US\$)
- La France (11^e PIB/tête) : 2,10 % (59 milliards US\$)
- L'Allemagne (8^e PIB/tête) : 1,53 % (65 milliards US\$)
- L'Italie (12^e PIB/tête) : 1,41 % (30 milliards US\$)

En pourcentages, les contributions des pays au PIB de l'Union (PIB), au Budget Militaire (BM) et le Rapport BM/PIB en 2022 étaient les suivants :

	PIB	BM	BM/PIB
- 9 plus riches :	48 %	41 %	0,85
- 9 du milieu :	40 %	43 %	1,075
- 9 plus pauvres :	12 %	16 %	1,33

Parmi les neuf pays les plus riches, figurent les paradis fiscaux internes à l'Union !

Un sérieux rappel à la morale et à la décence s'impose !

La règle d'une vraie Union voudrait – au minimum – que tous les pays aient le même pourcentage de leur PIB consacré à la défense. Mais il me paraîtrait plus équitable de pondérer le taux de chaque pays par son indice de richesse, ce qui augmenterait la charge pour les plus riches, et la diminuerait pour les plus pauvres. Ce serait d'autant plus équitable que les combattants seront majoritairement composés de ressortissants des pays les plus pauvres, qui paieraient ainsi un fort impôt du sang en cas de guerre.

2022 : Budgets Militaires en % des PIB par ordre croissant, et Indices de Richesse des pays en SPA : Standards de Pouvoir d'Achat.

Pays	PIB/hab.	B M. %	Ind. Rich.
Irlande	82 400	0,25	3,98
Malte	36 000	0,50	1,74
Luxembourg	92 000	0,57	4,44
Autriche	44 100	0,87	2,13
Espagne	30 000	1,02	1,45
Belgique	42 500	1,12	2,05
Suède	41 800	1,19	2,02
Finlande	38 400	1,26	1,86
Slovénie	32 500	1,28	1,57
Danemark	48 000	1,41	2,32
Italie	33 700	1,41	1,63
Tchéquie	32 000	1,42	1,55
Pays-Bas	45 600	1,45	2,20
Allemagne	41 100	1,53	1,99
Portugal	27 200	1,54	1,31
Bulgarie	20 700	1,56	1,00
Hongrie	27 300	1,60	1,32
Slovaquie	23 600	1,73	1,14
Chypre	32 400	1,91	1,57
Roumanie	27 200	2,02	1,31
Lituanie	31 700	2,03	1,53
France	35 700	2,10	1,72
Pologne	27 900	2,10	1,35
Lettonie	26 100	2,27	1,26
Estonie	30 600	2,28	1,48
Croatie	25 800	2,79	1,25
Grèce	23 900	3,82	1,15

Le SIPRI, Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm, collecte les budgets militaires de tous les pays. En 2022, en milliards de US\$, les principaux budgets militaires étaient ceux de :

USA : 811,6 – Chine : 298,0 – Inde : 81,0 – Russie : 72,0 – Royaume-Uni : 70,0
 Allemagne : 57,8 – France : 57,0 – Italie : 34,6 – Espagne : 21,0 – Pologne : 16,8
 Pays-Bas : 15,7 – (UE : 1 868 M€)

Le budget total de l'Union s'élevait à **270 milliards US\$**, soit 3,75 fois celui de la Russie ! Les coûts doivent y être très inférieurs aux nôtres, et elle dispose des stocks d'armes colossaux hérités de l'URSS, stocks que sa guerre contre l'Ukraine a dû largement entamer. Mais, avec un budget aussi faible – avant corruption – comment peut-elle financer ses armées, développer des armes très coûteuses et maintenir opérationnel son énorme stock de têtes nucléaires ? Mystère !

Il est aussi intéressant de noter que la moyenne d'âge des principaux concepteurs des armements les plus sophistiqués serait très élevée et que leur relève ne serait pas assurée !

Nos 270 milliards US\$ de 2022 se répartissaient en 14 % pour les onze pays d'Europe Centrale et 86 % pour les seize de l'Europe de l'Ouest.

En 2023, le Produit Intérieur Brut des 27 était de 16 970 milliards €. 2 % consacrés au budget de la Défense auraient donné 340 milliards €, soit le budget chinois, et 3 % auraient donné 509 milliards € !

Dépenser 270 milliards ou plus et ne pas être capable d'assurer la défense de l'Union, c'est tout simplement une honte ! Nos plus hauts responsables pourraient-ils réaliser rapidement le ridicule dramatique de cette situation et revoir toute l'organisation de la défense de l'Union qui doit impérativement devenir autonome avec un Commandement supérieur unique ?

Le prochain chapitre devrait les y aider !

Et cesser d'acheter nos armes à l'étranger, ce qui détruit le tissu industriel de l'Union et nous rend encore plus dépendants de l'étranger.

Note : il faut prendre les montants en USD pour des ordres de grandeur, car il n'est pas certain que tous les pays aient la même définition des dépenses militaires, les taux de change varient et certains montants peuvent être en euros.

En conclusion, l'organisation militaire européenne actuelle est la pire qui puisse être imaginée... avec un budget très important pour un résultat lamentable !

Cependant, les budgets de 240 Mrds € en 2022 et de 326 en 2024 ont un côté positif : ils montrent qu'avec une organisation pertinente, nous pourrions avoir une défense très forte sans dépenser plus ! Et, en faisant contribuer les plus riches au moins autant que les plus pauvres, nous aurions encore plus !

Si nous présentions notre volonté d'avoir une défense autonome, avec un projet tel que celui que je vais présenter, tout en restant alliés, et avec des participations croisées dans nos organisations respectives de défense, je pense que l'opinion publique américaine ne pourrait que s'en féliciter... et ça éviterait les contentieux financiers avec le Président américain à venir.

Dans la suite de l'exposé, je pars d'un budget annuel de 300 milliards d'euros pour la Défense de l'Union, uniquement pour exposer mes recommandations de répartition entre les pays membres.

Le changement d'organisation pourrait – et doit – se faire très vite, à un moment où :

- Donald Trump va nous faire « chanter » au sujet des participations respectives de l'Union, des États-Unis et de l'OTAN à la défense de l'Europe ;
- La Russie est très occupée et affaiblie par sa guerre en Ukraine et ses conséquences ;
- Les partis politiques extrêmes, de droite et de gauche, plus favorables à Poutine qu'à l'Union, sont encore minoritaires dans l'Union, mais pour combien de temps encore ?

Défense préconisée

La Défense de l'Union doit être organisée le plus rapidement possible, 2025 étant une année de tous les dangers, car elle pourrait se retrouver seule face à Poutine, avec des Ukrainiens épuisés, de moins en moins nombreux et sous-armés !

Il est urgent que les Dirigeants de l'Union comprennent qu'il est de leur devoir absolu de transformer les plus de 300 milliards annuels en une défense pertinente, qui nous mette à l'abri des attaques russes sans avoir à faire appel à un de plus en plus hypothétique soutien américain ou de l'OTAN. Et nous permette d'aider les Ukrainiens à retrouver leurs frontières reconnues.

L'Opération Militaire Spéciale russe contre l'Ukraine, en fait la guerre, a commencé à faire prendre conscience de notre vulnérabilité face à une Russie dont le Président nourrit des ambitions folles de reconquêtes. Mais, au lieu de penser Défense de l'Union, les pays les plus exposés, la Pologne et l'Allemagne notamment, ont décidé de s'armer dans la précipitation – sans se concerter avec les autres – et en ignorant les armes européennes. Comme je l'ai indiqué précédemment, ces décisions sont des erreurs militaires graves qui – en plus – sabordent nos industries de pointe.

La Russie se réarme à tout va avec un Poutine ragaillard par la mollesse, la lassitude, les divisions des Occidentaux et l'élection de Donald Trump. Celui-ci nous détestant et ayant une grande affinité avec son homologue russe, dont il serait l'otage suite à des affaires assez compromettantes, il risque fort de nous laisser seuls, dans l'incapacité en l'état de soutenir l'Ukraine et d'empêcher d'autres annexions russes, y compris dans l'Union !

Il serait certainement pertinent que le Président Macron fasse le tour de nos pays amis pour développer un réseau d'aide à l'Ukraine, au moins en ce qui concerne les armes et les munitions.

Sans une profonde et rapide reconstruction de l'Union, 2025 a toutes les chances d'être l'année du début de son délitement ! Poutine à Moscou, Trump à Washington c'est, en l'état, sa mort annoncée ! Puisse cette funeste perspective « *réveiller* », enfin, nos principaux dirigeants.

La solution préconisée pour créer une Défense de l'Union pertinente est simple, rapide et peu coûteuse. Elle est basée d'abord sur l'inventaire de ce qui existe chez les vingt-sept.

À ce stade, j'oublie l'OTAN :

- 1. L'armée française**, qui est la seule à être aguerrie et complète au sens où tous les domaines militaires sont couverts, y compris le nucléaire, des bases et des accords hors d'Europe, servira de colonne vertébrale à l'ensemble des armées de l'Union ;
- 2. Les moyens dont disposent les autres armées** permettront de l'étoffer, en sachant que toutes resteront sous leur commandement national, lui-même placé sous le **Commandement de l'Organisation de Défense de l'Union, l'ODU** ;
- 3. L'ODU** pourrait être opérationnelle dans les six mois tout en continuant à s'organiser.

Il est important de noter que les performances de nos armes traditionnelles sont souvent nettement supérieures à celles des Russes et qu'ils ont des difficultés, voire des impossibilités, pour obtenir certains composants des dernières technologies.

OPTIONS D'ORGANISATION DE LA DEFENSE

L'Union pourrait envisager sa défense de trois façons :

1. Une Armée européenne ;
2. Vingt-sept armées indépendantes ;
3. Vingt-sept armées sous un Commandement supérieur unique.

La réponse me semble évidente :

- Une armée européenne impliquerait d'être un État Fédéral. C'est un objectif trop lointain ;
- Des armées indépendantes sont une option irresponsable, coûteuse, inefficace, non dissuasive pour nos adversaires. C'est l'anarchie actuelle qui saborde nos industries de défense et de hautes technologies... et qui coûte très cher pour un résultat nul !
- Reste la troisième option : Vingt-sept armées, en fait une dizaine comme on le verra plus loin, sous un Commandement Européen Coordonné, qui donnerait ensuite naissance à une « OTAN européenne », alliée à une « OTAN américaine ».

Il faut bien avoir conscience qu'une armée efficace est infiniment plus que des chars, des avions, des soldats alignés dans des casernes ou sur des champs de bataille. La « deuxième armée du monde » en a fait une démonstration éclatante en Ukraine en 2022. Quant aux Ukrainiens, ils sont très lourdement handicapés par la grande diversité des matériels dont ils disposent... ou pas !

Il faut d'urgence créer un « **Commandement des Armées de l'Union** », qui organisera, dirigera, coordonnera la Défense de l'Union, l'ODU, et aura un mandat de tous les États de l'Union pour prendre les décisions en cas d'attaques, subies ou en préparation.

Il est indispensable aussi que les soldats soient encadrés par des sous-officiers et des officiers bien formés, aguerris, proches d'eux, et qui disposent d'une grande autonomie sur leurs zones de combats. Outre les décisions relevant des plus hautes autorités de l'Union ou des États qui doivent être prises très rapidement et dans le plus grand secret. Ceci est inenvisageable s'il faut l'accord des vingt-sept, accords soumis aux gouvernements puis aux Parlements pour la plupart d'entre eux. Par ailleurs, pouvons-nous croire en la pertinence d'une armée, sans une autorité supérieure unique, quand elle est composée de troupes de vingt-sept nationalités et vingt-quatre langues officielles, soumises à autant de gouvernements et de parlements, qui, pour des raisons géographiques, historiques ou politiques ont leurs propres avis à l'égard des conflits potentiels, voire refuseraient ou n'auraient pas le droit d'intervenir en raison de leur Constitution.

Il faudra aussi, pour que nos armées soient performantes, concentrer l'essentiel des moyens sur celles des quelques pays prêts à s'engager là où ce sera nécessaire, pour leur et notre sécurité, dans le cadre de nos alliances, ou pour des causes humanitaires. J'y reviendrai.

La France est la seule à avoir une armée complète, opérationnelle, avec une hiérarchie et des troupes aguerries par l'épreuve du feu ; l'arme nucléaire avec ses vecteurs ; une marine et des sous-marins nucléaires sur et sous les trois océans ; des bases à l'étranger. Elle dispose aussi, ce qui est primordial, de services de maintenance pour les matériels de l'avant ; de satellites, d'intranets hautement sécurisés, de services Santé expérimentés sur les théâtres d'opérations et, à l'arrière, d'hôpitaux militaires, d'unités spécialisées pour traiter les victimes de traumatismes, etc.

Le Président français, chef des Armées (françaises), a le pouvoir de les engager sans consulter son parlement. En revanche, elles ne sont pas aujourd'hui équipées pour des conflits de haute intensité de longue durée mais, n'étant pas seules, d'autres pays de l'Union pourront fournir les compléments indispensables. Aussi devront-elles jouer un rôle central dans la création de l'ODU, d'autant plus qu'elles lui apporteront une certaine crédibilité, notamment auprès des Américains.

De même, l'expérience des officiers ukrainiens sera précieuse pour l'organisation de notre défense. Précieuse aussi, « l'Opération militaire spéciale » qui est riche d'enseignements. Nous avons eu sous nos yeux un condensé de ce qu'il fallait faire, montré par les Ukrainiens, et ne pas faire, montré par les Russes de la première année de guerre... et par les Occidentaux !

Cette guerre nous a également montré combien l'encadrement des soldats est important pour le bon déroulement des opérations, pour leur comportement au combat, et pour leur moral.

J'ai aussi été très frappé par le comportement de nos hauts responsables : la lenteur de leurs réactions, leur inconscience, leur insouciance, comme s'ils étaient les spectateurs d'une fiction ! ***Et, en s'étant mis des lignes rouges en raison du nucléaire russe, ils ont fait de cette arme de dissuasion une formidable arme de conquête pour les autocraties... sans avoir à l'utiliser !***

Nous aurions dû nous mettre très vite en « régime de guerre », d'autant que Poutine avait indiqué plusieurs fois la liste de ses prochaines conquêtes qui concernent des pays de l'Union.

Par ailleurs, rien n'a été anticipé au sujet de la fourniture des équipements alors qu'il était évident que l'Ukraine n'avait pas les moyens matériels de résister aux Russes sans nos aides. Nos États-Majors pouvaient prévoir les armes nécessaires à l'Ukraine, notamment les munitions, pour vaincre la Russie, et se consulter entre eux afin qu'avant même qu'il ne soit décidé de les leur fournir, ou pas, nous aurions pu, dû, les recenser, les préparer et former des Ukrainiens afin de les leur livrer dès la décision prise, et non pas six mois à un an après, avec des milliers de morts en plus... sauf si l'objectif des Américains était d'utiliser les Ukrainiens pour *user* le plus possible les Russes... mais à quel prix pour l'Ukraine ! Il est impératif que la Russie soit défaite rapidement, sinon ce sera l'Ukraine, puis les suivants dans la liste de Poutine qui le seront !

Le facteur TEMPS est primordial en période de paix, et fondamental en cas de guerre. Il devrait toujours être à l'esprit des personnes impliquées dans les processus de décision et d'action.

Dès sa création, l'ODU devra recenser les armes et les munitions possédées par les vingt-sept en notant leur état afin de voir ce qu'elle devra conserver pour sa défense, et ce qu'elle pourra donner aux Ukrainiens car, leur gestion globale permettra très certainement de dégager des surplus et des matériels réformés qui pourraient encore être utilisés en Ukraine, faute de mieux. Il faudra aussi recenser les commandes en cours et les effectifs aptes à combattre.

INTERNET SUR LE CHAMP DE BATAILLE

L'Union sera-t-elle en mesure de fournir très rapidement aux Ukrainiens un réseau Internet sécurisé par satellite couvrant l'Ukraine, la Russie européenne et le Belarus, avec des milliers de terminaux militarisés, pour remplacer « *Starlink* » au cas où Elon Musk, à son initiative ou à la demande de Donald Trump, décidait de retirer aux Ukrainiens l'accès à son réseau et, pire encore, de le fournir aux Russes ? ***Ce réseau du champ de bataille est une autre urgence fondamentale.***

MIGRANTS

L'armée française a la « *Légion étrangère* ». L'armée américaine a parmi ses soldats nombre de Non-Américains qui s'engagent quelques années pour obtenir la nationalité américaine.

Pourquoi ne demanderions-nous pas aux migrants qui remplissent les critères, de s'engager dans l'armée Ukrainienne ou dans une *Légion étrangère* de l'ODA, pour obtenir un visa puis, après un engagement de cinq ans, ou moins pour ceux qui auront eu à combattre, une nationalité européenne ? D'autant qu'un certain nombre d'entre eux ont un passé de combattant.

En parallèle, il faudrait rendre plus exigeant et long l'obtention d'un visa et d'une nationalité européenne pour les autres, sauf pour les familles de ceux qui s'engageront, ou qui feront partie d'immigrations choisies. Ce serait une façon positive de gérer une partie de l'immigration, notamment celle que la Russie essaie de nous imposer.

Dois-je rappeler que beaucoup de Français dans un passé pas si lointain ont dû faire un service militaire et certains se sont retrouvés sur un théâtre de guerre, en Algérie ou ailleurs !

PROCESSUS PRECONISE

1. **Création du Comité de Défense** composé des membres du Comité de Direction, du Commissaire à la Sécurité, de l'État-major de l'ODU et celui des cinq pays responsables d'une Zone Militaire (les Zones géographiques) et, invité, un officier supérieur Ukrainien.
Il sera coprésidé par le Président de l'Union et par celui de la France, en raison de sa dissuasion nucléaire et de ses capacités militaires hors d'Europe.
2. **Création de l'Organisation de Défense de l'Union, l'ODU**, composée des armées des pays de l'Union et, éventuellement selon des modalités à définir au cas par cas, de celles des pays ayant entamé leur processus d'adhésion et des potentiels candidats. **Et création du « Commandement des Armées de l'Union »** qui coordonnera leurs actions.
3. **Coordination des armées de l'ODU** : les armées des pays se répartiront en cinq catégories afin d'être complémentaires entre elles et aussi performantes que possible dans leurs domaines. Elles seront dirigées par leurs hiérarchies nationales, elles-mêmes sous l'autorité de l'État-major du Commandement de l'ODU :
 - a. Les armées équipées, formées, entraînées pour la guerre de haute intensité : je pense à la Pologne, à l'Allemagne, à la France partiellement, à l'Ukraine quand elle aura rejoint l'Union. En fait, essentiellement les moyens et grands pays du flanc Est de l'Union exposés à la Russie ;
 - b. Les armées chargées de la logistique des champs de bataille : transports, maintenances, travaux, intendances, santé, internet, etc., en appui des armées combattantes précédentes ;
 - c. Les armées destinées aux combats asymétriques qui devront être autonomes et intervenir très rapidement loin de leurs bases : terrorisme, humanitaire, bases à l'étranger, etc., ou en renfort des deux armées précédentes (opérations spéciales, etc.) : la France, l'Italie, l'Espagne... ;
 - d. Les Armées de petits pays se spécialiseront, notamment dans les drones, les cyberdéfenses et attaques, etc. Elles interviendront en support des trois autres, et/ou leur serviront de bases arrière. Elles devront aussi avoir une bonne mobilité hors de leur pays ;
 - e. Les renseignements, les cyberdéfenses et attaques, la gestion des réseaux sociaux, le médical, les *psys*... les formations civiles, les aides au développement, etc. seront mis en commun, et en support dans les conflits. Tous les pays seront concernés, sous l'égide de l'ODU.
4. **Financement de l'ODU** : Le financement de tout ce qui concerne le militaire, le spatial, la sécurité, les interventions, les investissements dans ces domaines, ainsi que la recherche et le développement, devra être pris en charge par la Commission. Chaque pays lui versera une contribution basée sur son Produit Intérieur Brut, pondéré par son indice de Richesse en euros. La Commission pourra alors financer les achats de matériels, européens agréés par l'État-major de l'ODU, et étrangers en l'absence de solution européenne dans des délais compatibles avec les besoins.

Toutes les grandes puissances militaires ont leurs propres industries de défense, c'est fondamental pour la disponibilité des équipements, la sécurité et pour avoir les versions les plus performantes. Il ne peut pas en être autrement pour l'Union, outre les retombées technologiques et économiques très importantes indispensables pour notre développement et notre indépendance. Il faut aussi savoir qu'un choix de matériel engage les armées pour plusieurs décennies, et que nos armes ne doivent être soumises à aucune restriction, autorisation ou limitation de la part de pays étrangers, tout comme les interventions, qui seront décidées par le Comité de Défense. Ce qui implique aussi d'avoir la maîtrise des composants intégrés dans les armements.

La Défense de l'Union doit être totalement autonome et dissuasive pour la Russie !

Un Commissaire, si possible un haut gradé aguerri, sera chargé de la Sécurité, avec un rôle de coordonnateur, d'animateur, et du tissu industriel lié à la Défense et à l'Espace. Il sera en liaisons étroites avec ses homologues des pays de l'Union et avec l'État-major de l'ODU. Il aura un Commissaire adjoint qui prendra en charge les aspects administratifs et financiers. Tous deux agiront sous l'autorité du Comité de Défense qui prendra toutes les décisions de son ressort, les États lui ayant donné une délégation permanente dont les contours auront été bien définis.

Le budget militaire servira aussi à développer une industrie militaire et spatiale au meilleur niveau, avec nos propres composants. Il faudra structurer nos industries autour des meilleures compétences dans chaque domaine afin que nos armées soient équipées pour l'essentiel en matériels européens compatibles, communicants, très performants, répondant aux normes ODU/OTED/OTAN.

Il faudra aussi toujours disposer d'au moins deux filières indépendantes pour chaque type d'équipements importants, qui soient en partie complémentaires mais substituables. Il est aussi important de rappeler que la Recherche et le Développement pour le militaire et le spatial permettent de se maintenir aux meilleurs niveaux dans la plupart des technologies de pointe et ont de nombreuses retombées dans le civil, si on y consacre suffisamment de moyens !

En matière militaire, on n'exporte que les matériels qui équipent ses propres armées. Ces exportations abaissent les prix de revient et contribuent aux financements des recherches, des développements, et à la compétitivité des industries militaires et connexes.

Les autorisations d'importer et d'exporter des matériels militaires ou de haute technologie relèveront, non des pays, mais du Comité de Défense.

Jean-Yves Le Drian, cinq ans Ministre de la Défense du Président Hollande, puis cinq ans Ministre des Affaires étrangères du Président Macron, a dit au sujet des ventes d'armes :

« C'est qu'il y va de notre sécurité. Pour être maître de notre défense, il faut en avoir les moyens, et cela coûte très cher en recherche et développement. Il faut donc trouver des partenaires stratégiques, avec des contrats fermes pour moderniser et renouveler notre outil. »

Il est urgent d'arrêter l'individualisme, où chacun développe ses propres armes ou les achète à l'étranger, ce qui est un pur gâchis, une source de corruptions, une aberration si l'on veut que nos armées puissent combattre ensemble et sans être soumises à des autorisations ou à des interdictions par les fournisseurs étrangers. Il faut aussi penser aux logiciels, aux maintenances, aux supports dans les zones de combat, à leurs évolutions techniques, aux formations et aux logistiques sur les champs de bataille, aux redondances et aux manques.

Et penser à l'aspect économique pour l'Union dans son ensemble : tout achat à l'étranger est une perte sèche pour son économie. Acheter dans l'Union, c'est plus de PIB et de ruissellement de PIB, donc plus de richesse. Par ailleurs, comment vendre nos avions, nos chars, etc. si nous achetons ceux de nos concurrents pour notre propre usage ? C'est une aberration militaire et un suicide économique !

- 5. Nucléaire militaire :** Le nucléaire militaire est indispensable dans un monde où de plus en plus de pays en disposent, ou en disposeront. Par ses menaces, Poutine en fait la promotion en violation des accords de non-prolifération, qu'il a signés ! La France est le seul pays de l'Union à le détenir, et en pleine autonomie. Arme dissuasive par excellence à condition de rester ambigu à son sujet. Ce nucléaire *français* deviendra *européen* quand l'ODU sera opérationnelle. Il pourra alors être développé, mais devra rester géré par la France sous mandat du Comité de Défense. Il devra remplacer le nucléaire américain, et tous les vecteurs, terrestres, aériens, marins et sous-marins devront être exclusivement européens.

L'arme nucléaire ne se résume pas aux têtes qui pourraient être larguées, encore faut-il qu'elles soient activées par le Président américain et celui de son pays ! Les deux pays seraient

responsables au regard de l'ennemi visé... mais surtout celui qui a fourni les ogives. Même chose pour les futures bombes françaises qui engageront l'Union et la France : elles seront activées par les Présidents de l'Union et de la France. Ainsi, s'équiper aujourd'hui d'avions américains pour pouvoir embarquer leurs bombes est un non-sens, d'autant que tout lancement d'une bombe nucléaire doit être coordonné par l'État-major avec les autres lanceurs, et en particulier avec les sous-marins dont les positions ne sont connues que de rares officiers supérieurs des États-Majors concernés, respectivement américains, anglais ou français.

Note sur la guerre Russie-Ukraine : L'Ukraine n'est plus dotée, contrairement à la Russie qui a un arsenal énorme... dont elle se sert abondamment pour faire du chantage au nucléaire qui a conduit les Occidentaux à définir de multiples lignes rouges qui empêchent l'Ukraine de se défendre avec efficacité et d'attaquer les bases russes à sa périphérie.

Conclusion : le nucléaire est une arme dissuasive, et de conquête pour les États voyous. Belles perspectives ! Il serait urgent que nos démocraties se préoccupent sérieusement du sujet.

6. **OTED :** l'Union a en sa périphérie des États amis, plus ou moins associés à elle à des titres divers. Ils pourront s'associer à sa Défense dans le cadre de **l'Organisation du Traité Européen de Défense, l'OTED**, avec des modalités à définir au cas par cas. Je pense aux candidats et futurs candidats à l'adhésion à l'Union, aux membres de l'EEE, au Royaume-Uni, à l'Islande, au Groenland, à la Norvège, à la Suisse...

Une idée pourrait être une adhésion partielle de ces pays à l'Union, pour le militaire, le spatial, la sécurité et le renseignement, avec un représentant au Comité de Défense de l'Union.

7. **Personnels Militaires :** Il faut que l'Union se dote d'une armée de métier et d'une réserve, tout en sachant que la majorité des combattants se recruteront dans les pays les plus pauvres, en raison des soldes qui seront relativement élevées (pour eux) et qu'ils recevront des formations techniques leur assurant un métier qualifié à leur retour à la vie civile.

Une partie des soldes pourraient être versées à un compte épargne géré par un Fonds souverain de l'Union, notamment en vue de leur retour à la vie civile et de leur retraite, un des buts étant d'éviter les évasions liées à la corruption et autres perversions. Ainsi, ces pays bénéficieraient d'une aide indirecte pour leur développement, substantielle et légitime.

Autres personnels déjà suggérés : des migrants aptes à un service militaire, qui leur permettrait d'obtenir une solde, un visa, puis une nationalité européenne pour eux et leur famille.

8. **Régions militaires :** Les cinq zones géographiques seraient aussi les régions militaires.

Prenons l'exemple des trois Pays baltes : ils sont 6 millions avec un PIB de 150 milliards.

2 % pour la défense font 3 milliards et 4 % en font 6 ! Que peuvent-ils faire avec un tel budget face à une agression russe sachant que Tallinn et Riga sont à moins de 200 km de la frontière russe, Vilnius à 25 et Narva sur la frontière avec plus de la moitié de la population ayant des origines russes. En l'état, ils seraient les zakouskis préférés de Poutine !

Ils ne peuvent rien faire seuls, d'où l'importance de ces régions militaires pour les interventions de l'avant. D'où aussi la nécessité de ne pas raisonner au niveau des pays mais des zones géographiques et d'avoir une ODU/OTED organisée aussi en zones en fonction des risques les plus probables. Les défenses terrestres de la zone attaquée interviendront en premier avec les soutiens des forces aériennes des autres zones. Puis, leurs défenses terrestres et navales pourront venir en renfort si nécessaire.

En plus de la dissuasion liée à une armée forte et bien organisée, dotée d'une arme nucléaire crédible, il faudra que l'Union annonce la règle suivante : Si un membre de l'Union ou un pays ami est attaqué, nous nous réservons le droit de contre-attaquer sur une profondeur allant jusqu'à 500 km (à fixer) sur les sites stratégiques de l'attaquant, tout en rappelant que l'ODU,

l'OTED, comme l'OTAN, sont des organisations de défense, pas de conquête, qui ne tiendront pas compte des chantages au nucléaire, mais elles ne l'utiliseront pas en premier.

- 9. Bases à l'étranger :** Sauf erreur de ma part, la France est la seule nation de l'Union à avoir un réseau de bases et des accords militaires hors d'Europe. Elles sont nécessaires à une grande puissance et pourraient être développées. Comme pour le nucléaire, ces bases devront être cogérées par la France et l'ODU/OTED.

Les moyens de transport aériens actuels permettent de renforcer très rapidement si nécessaire ces bases qui, de ce fait sauf exceptions régionales, n'ont plus de gros besoins permanents.

10. Contributions financières des Pays à la Défense de l'Union

a. Contributions pour la transition vers l'ODU

Il y a des années que chaque pays était censé consacrer au moins 2 % de son PIB à sa Défense. Il ne serait que justice, que chacun contribue à ce financement pour le montant qui résulte du calcul suivant : PIB x (2 % – taux consacré) fait sur un arriéré de cinq ans (à fixer).

Si cette mesure est adoptée, le calcul devrait être fait comme sur l'exemple ci-dessous, sur l'année 2022, le résultat étant multiplié par 5. On verra plus loin un deuxième rattrapage.

Pays	PIB Milliards €	BM %	Rattrapage
		2,00	5 (ans)
Allemagne	3 867,0	1,53	90,875
Autriche	447,7	0,87	25,295
Belgique	552,5	1,12	24,310
Bulgarie	84,6	1,56	1,861
Chypre	27,0	1,91	0,122
Croatie	67,4	2,79	- 2,662
Danemark	376,1	1,41	11,095
Espagne	327,0	1,02	65,023
Estonie	36,2	2,28	- 0,507
Finlande	266,7	1,26	9,868
France	642,0	2,10	13,210
Grèce	208,0	3,82	18,928
Hongrie	170,3	1,60	3,406
Irlande	502,6	0,25	43,978
Italie	1 909,0	1,41	56,316
Lettonie	39,1	2,27	- 0,528
Lituanie	66,8	2,03	- 0,100
Luxembourg	78,1	0,57	5,584
Malte	16,9	0,50	1,268
Pays-Bas	41,2	1,45	25,883
Pologne	654,6	2,10	- 3,273
Portugal	239,0	1,54	5,497
Tchéquie	276,6	1,42	8,021
Roumanie	286,4	2,02	- 0,286
Slovaquie	107,7	1,73	1,454

Slovénie	59,0	1,28	2,124
Suède	557,5	1,19	22,579
TOTAL	15 807,0		65,062

b. Contributions annuelles des Pays au titre de la Défense

Compte tenu du comportement des pays riches, au moins en ce qui concerne leur participation à la défense, l'Union devra imposer une solidarité entre les membres : je suggère que les contributions à verser à la Commission au titre de la Défense, y compris recherche et développement, interventions, etc. soient définies par un pourcentage du PIB pondéré par l'indice de richesse/pauvreté du pays.

Le PIB par habitant en Standards de Pouvoir d'Achat (SPA) est dans un rapport de 1 à 4,44 entre le plus pauvre et le plus riche. Le même calcul basé sur le PIB en euros des pays donne un écart de 1 à 10,02. Comme les contributions seront en euros, la solution la plus équitable me semble être la pondération sur la base du PIB par habitant en euros.

J'ai donc fait deux simulations pour un budget de 300 000 M€, la première basée sur le PIB des pays en % (3) et la seconde sur le PIB pondéré par l'indice de richesse / pauvreté (5) :

	1	2	3	4	5
			300 000		
Allemagne		24,5%	73 392	1,126	82 647
Autriche		2,8%	8 497	1,208	10 264
Belgique		3,5%	10 486	1,159	12 153
Bulgarie		0,5%	1 606	0,300	481
Chypre		0,2%	512	0,727	372
Croatie		0,4%	1 279	0,421	538
Danemark		2,4%	7 138	1,552	11 081
Espagne		8,4%	25 185	0,678	17 072
Estonie		0,2%	687	0,659	453
Finlande		1,7%	5 062	1,166	5 904
France		16,7%	50 142	0,944	47 341
Grèce		1,3%	3 948	0,471	1 858
Hongrie		1,1%	3 232	0,424	1 371
Irlande		3,2%	9 539	2,407	22 956
Italie		12,1%	36 231	0,784	28 412
Lettonie		0,2%	742	0,504	374
Lituanie		0,4%	1 268	0,578	733
Luxembourg		0,5%	1 482	3,004	4 452
Malte		0,1%	321	0,803	258
Pays-Bas		6,0%	17 863	1,280	22 872
Pologne		4,1%	12 424	0,420	5 213
Portugal		1,5%	4 536	0,562	2 550
Rep. Tchèque		1,7%	5 250	0,626	3 288
Roumanie		1,8%	5 436	0,362	1 965
Slovaquie		0,7%	2 044	0,489	999
Slovénie		0,4%	1 120	0,677	759

Suède	3,5%	10 581	1,293	13 676
	100,0%	300 000		300 041

Calcul du PIB pondéré : Part du pays au PIB de l'Union multiplié par son indice de richesse et divisé par un coefficient qui résulte de la division de la somme des 27 résultats par le montant à répartir. Prenons l'exemple de l'Allemagne : sa part de PIB est de 24,5 %. Son indice de richesse est de 3,76 à diviser par 3,337, rapport du résultat du premier calcul sur les 300 000 à répartir.

Son PIB pondéré est donc de $24,5 \% \times 1,126 = 27,6 \%$ au lieu de 24,5 %.

Avec cette correction, le plus riche contribue 3 fois plus que sa participation au PIB et le plus pauvre à hauteur de 30 % de sa part de PIB... mais, très vraisemblablement, sa contribution humaine sera infiniment supérieure à celles des plus riches car les soldes des militaires seront attractives pour les pays pauvres et pas vraiment pour les pays riches.

Note : les contributions affichées sont légèrement différentes des résultats d'un calcul qui serait fait avec les valeurs du tableau en raison des décimales non affichées qui sont prises en compte par Excel. Ce calcul serait à refaire tous les ans, ou à chaque plan quinquennal, avec les derniers PIB et nombre d'habitants connus.

POUVOIRS DU COMITE DE DEFENSE

En cas de conflits, agressions subies ou attaques, de luttes contre le terrorisme, d'actions humanitaires ou autres, le **Comité de Défense de l'Union** est impliqué. Il doit avoir tous pouvoirs concernant les actions à entreprendre, qui doivent l'être très rapidement et pour lesquelles il fera appel aux moyens matériels et humains des États, sans que ceux-ci n'aient à donner leur accord ou à refuser, au moins en cas d'agression subie par un État, ou plusieurs, de la Famille européenne.

Ceci pourrait poser des problèmes à certaines nationalités, notamment aux Allemands. Mais, en fait, il s'agira d'hommes et de matériels de l'ODU, donc de l'Union, et non de tel ou tel pays. Peut-être faudrait-il instituer une nationalité européenne, au minimum pour ceux qui serviront sous le drapeau aux douze étoiles, voire pour tous les nationaux des pays membres de l'Union.

Toutes les communications doivent se faire dans la plus totale discrétion, par des liaisons hautement sécurisées et les responsables de l'Union et des pays ne doivent jamais exprimer leurs désaccords ou leurs états d'âme en public ni, évidemment, divulguer des informations secrètes. « *Le linge sale se lave en famille* » selon le précepte bien connu.

L'État-major de l'ODA devrait éditer un petit manuel sur « *Ce qu'un responsable ne devrait jamais dire* ». Quelques exemples : Joe Biden qui dit en février 2022 qu'il n'enverra pas de troupes en Ukraine, ce qui revenait à dire à Poutine qu'il pouvait y aller ; les réactions de hauts responsables européens après une réponse d'Emmanuel Macron à un journaliste le 26 février 2024. L'effet fut désastreux. Quant à l'aspect dissuasif... Poutine a pu passer une très bonne nuit !

Plus ancien, François Mitterrand en 1991 au début de l'intervention en Irak qui a dit qu'il n'utilisera pas l'arme nucléaire ; etc.

Manifestement, les notions « *de dissuasion* » et « *d'ambiguïté stratégique* » ne leur étaient pas familières, alors même qu'elles sont pratiquées dans beaucoup de négociations civiles.

Même remarque en ce qui concerne les règlements de compte entre partenaires.

Ces réactions, totalement immatures et irresponsables sur les plans politiques et stratégiques, sont indignes de chefs d'États, surtout dans un contexte dramatique pour un pays que l'on soutient et qui, jusqu'à présent, nous sert de bouclier ! Les propos de Macron avaient un double but : dissuasif envers Poutine et de prise de conscience du danger pour ses homologues et nos peuples.

Il est fondamental que l'Union parle d'une seule voix surtout quand il est question de guerres ou de différends graves avec des pays étrangers. Certes, il est toujours difficile de sortir d'une période de confort, de paix, avec un pays qui assurait notre protection. Mais cette époque bénie s'est terminée le 24 février 2022, avec une réplique le 5 novembre 2024.

2025 a toutes les chances d'être très dramatique pour les Ukrainiens. Courage à eux, et merci pour ce qu'ils font ! Quant à nous, si l'Union continue à ronronner, ce ne sera pas mieux !

Autre leçon à tirer de cette guerre en Ukraine concernant les Chefs d'État-major et les Dirigeants : autrefois, il était très souhaitable qu'ils soient d'excellents joueurs d'Échecs.

De nos jours, il faut aussi qu'ils soient de très bons joueurs de... Poker menteur !

CREATION DE LA DEFENSE L'UNION

La Défense de l'Union devrait donc réunir puis coordonner ce qui existe déjà : les Armées françaises, qui couvrent l'ensemble du spectre militaire, renforcées par celles des autres pays et créer un Commandement des Armées de l'Union.

Elle pourrait être réalisée en six mois à peu de frais et elle se situerait d'emblée au troisième rang mondial ! Un beau défi pour 2025... et un beau pied de nez à Poutine et à Trump.

Ceci implique d'effectuer simultanément des opérations préalables, dont les suivantes :

1. **Prévenir les États-Unis et l'OTAN** de la démarche de l'Union, les relations ensuite avec eux sont précisées dans le chapitre à suivre.
2. **Charger un Chef de Projet** de constituer une équipe pour définir les logiciels et les procédures qui devront être utilisés par tous, afin de pouvoir faire ensuite les consolidations des inventaires réalisés au point 3 et les rapprocher des besoins du point 4.
3. **Faire les inventaires de l'existant** : Les vingt-sept pays feront l'inventaire de leurs matériels liés à la défense, opérationnels, réparables, réformés mais encore utilisables, en notant de 1 à 5 les stocks de pièces disponibles pour leur maintenance ou leur remise à niveau.
Ils indiqueront leurs bases, leurs effectifs, leurs moyens de communication, leurs commandes.
4. **Faire l'inventaire des besoins** : outre les inventaires de l'existant, les États-Majors des armées françaises définiront tout ce qu'il leur faudrait en plus à leur avis pour des combats de haute intensité et de longue durée.
Toujours avec les mêmes logiciels, de façon à consolider les disponibilités, les besoins, les matériels réformés ou qui seraient à réformer mais qui pourraient être donnés aux Ukrainiens.
5. **Définir les Zones Militaires** en fonction des similitudes des problématiques des pays.
6. **Constituer le réseau des États-Majors** de l'ODU et des Chefs des Zones Militaires.

Ces opérations faites, la consolidation des moyens et des hommes pourra s'effectuer, les mises en ordre de marche suivraient.

Objectif : connaître à la mi-2025 l'ensemble de nos moyens en matériels et en hommes.

Remarque : Donald Trump ne respectant que les preuves de force, comme Vladimir Poutine, il sera contre-productif d'aller pleurnicher à Washington, l'un pour ses alcools, l'autre pour ses voitures, le troisième pour ..., etc., tant que l'Union n'aura pas entamé le processus de mise sur pied d'une défense de l'Union autonome et crédible et d'une nouvelle organisation montrant ainsi qu'elle a décidé de prendre son destin en main avec fermeté.

MUTATIONS DE LA DEFENSE DE L'UNION

La défense de l'Union, puis celle de l'Europe, doivent devenir une réalité. Pour cela, l'Union doit, au plus vite, se réinventer et mettre en œuvre :

1. **Les dix points de son organisation interne**, dont le « *Comité de Direction* » ;
2. **Les douze points liés à sa Défense** avec le « *Comité de Défense* », le « *Commandement des armées de l'Union* », les cinq Zones militaires.
3. **Douze pays de l'Union** ont plus de dix millions d'habitants. Ils représentent 86 % du PIB de l'Union et de la population. Il s'agit de :
Allemagne – France – Italie – Espagne – Pologne – Roumanie – Pays-Bas – Belgique – Grèce – Tchéquie – Grèce – Portugal.
Par souci d'efficacité et de bonne gestion, il faudra concentrer sur ces douze pays l'essentiel des moyens de défense, les quinze autres n'ayant que les moyens nécessaires pour assurer leur sécurité du quotidien. Néanmoins, ils contribueront et seront protégés comme les autres.
4. **L'ODU étant organisée**, toutes les armes d'une certaine importance lui appartiendront et seront réparties par son État-Major au mieux des besoins et des risques. Les pays recevront alors une dotation pour couvrir les frais qu'ils devront engager pour leurs maintenances et leurs usages.
Par souci d'équité et de solidarité, chaque pays sera remboursé par la Commission pour ses achats d'armements à partir de 2023 qui seront mis dans le pot commun de l'ODU. Ceci impliquera une dotation complémentaire à la Commission selon la clé de répartition définie précédemment, dotation à somme nulle globalement, mais qui rétablira l'équilibre pour les achats récents, comme cela aura été fait pour les inégalités des budgets militaires avant 2023.
5. **L'Organisation de Défense de l'Union (ODU)** étant initialisée, le Président de l'Union, accompagné du Président français pour les raisons évoquées précédemment, devront aller voir le Président américain et le Secrétaire Général de l'OTAN pour négocier le partage de l'OTAN et/ou, à titre transitoire, le remplacement par l'ODU des vingt-six membres et partenaires de l'Union.
6. **Puis, ils devront rencontrer toutes les démocraties européennes** pour les inviter à se joindre à l'ODU afin de créer **l'Organisation du Traité Européen de Défense, l'OTED**. En parallèle, ils devront faire rédiger un projet de statut pour cette OTED, projet inspiré de celui de l'OTAN, mais mis à jour, très simplifié et sans les pièges qu'il contient.

ODA – OTED – OTAN

PARTAGE DE L'OTAN

Pour toutes les raisons évoquées précédemment, dès que l'Union aura organisé sa défense propre (ODU), il sera beaucoup plus rationnel de partager l'OTAN des cinquante membres et partenaires en deux groupes, l'un européen et l'autre américain, qui seront alliés avec des participations croisées et s'engageront à se soutenir mutuellement quand ce sera nécessaire.

Bonne occasion aussi pour reconsidérer les groupes « Dialogue méditerranée », « Initiative de coopération d'Istanbul » et « Partenaires dans le monde », et de faire un sérieux « *reset* » de cette organisation obsolète qui est d'un coût et d'une lourdeur préjudiciables à ses missions.

Par ailleurs, est-elle prête à intervenir quand il s'agit d'attaques menées par un pays doté de l'arme nucléaire, et en premier lieu par la Russie ? Probablement non, puisque les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui s'étaient engagés par traité à protéger l'Ukraine, ne sont pas intervenus directement.

L'entité européenne deviendrait l'**Organisation du Traité Européen de Défense, l'OTED**. Elle conserverait de l'OTAN l'essentiel des standards, des effectifs autochtones, des bases qui sont dans les pays de l'Union et dans les pays candidats à l'adhésion.

L'OTED serait alors constituée de l'ODU et des armées des pays amis proches, pays de l'OTAN ou pas, avec des statuts à préciser... mais sans oublier de définir les niveaux de pouvoir de décision de chacun et les clauses d'exclusion. L'OTED serait sous commandement de l'Union.

L'entité américaine, appelée ici « O2A : Organisation Américaine pour l'Asie » serait sous commandement américain et adhérerait des démocraties de la zone Asie, notamment des « Partenaires dans le monde ».

Quant aux bases américaines sur le sol de l'Union et de ses postulants, elles devraient se replier progressivement sur d'autres zones, en Asie ou ailleurs, mais sans obligations de notre part.

Je pense que ces deux entités, solidaires, seraient plus pertinentes face à la Russie et à la Chine, et pour intervenir dans les conflits régionaux. Elles permettraient d'avoir deux groupes de pays alliés avec une Union Européenne, enfin adulte, qui deviendrait la Troisième Puissance Mondiale ! Les forces conventionnelles européennes devraient être rapidement opérationnelles face à celles de la Russie et les États-Unis seraient pour nous une réassurance... avec réciprocité !

Quatre pays au moins, dont l'Union, devraient se retrouver dans l'autre organisation avec un titre de Partenaire : les États-Unis et le Canada dans l'OTED, l'Union et la France dans l'O2A. La Grande-Bretagne serait probablement membre des deux organisations ainsi, peut-être, que des pays Nordiques en raison du dégel du pôle Nord. Ainsi, n'y aurait-il plus une organisation militaire bâtarde, ne couvrant officiellement qu'une partie du monde et qui infantilise l'Europe, créée pour faire face à un ennemi commun très puissant qui n'existe plus vraiment, mais deux organisations alliées, ayant un accord d'assistance mutuelle pour faire face à des autocraties très belliqueuses.

Autre avantage : en ayant deux organisations distinctes, nous devrions éviter que les erreurs commises par l'une soient aussi imputées à l'autre, comme actuellement. Contrairement à ce qui se passe avec la Chine et la Russie.

C'est aussi partager les risques en cas de conflits et éviter d'avoir des divergences sur les zones stratégiques prioritaires, maintenant différentes pour l'Union et pour les Américains.

Pour conclure sur cette nouvelle configuration de la défense de l'Occident et sur l'absolue nécessité de l'adapter à l'état du monde, quelques remarques s'imposent :

- Quand on pense que notre destin dépend des électeurs de l'Amérique profonde car leur système électoral surreprésente les petits États, et que nous, Européens, continuons à compter aveuglément sur eux pour assurer notre sécurité et nos libertés, en partie à leurs frais et, potentiellement, avec leur sang... c'est totalement surréaliste et indécent !
- Notre Union sera une puissance militaire d'un niveau équivalent à celui de son économie... pour ne pas risquer de guerre sur son sol, et elle a la chance de disposer de la composante nucléaire française, indépendante, qui est maintenue à un niveau très dissuasif. Elle se situe au quatrième rang mondial et pourra être développée dans le cadre de l'ODU et de l'OTED. Elle devra remplacer les ogives américaines qui sont dans l'Union, en Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, et se positionner de façon à bien couvrir l'Union dans sa configuration future.
- Dans les zones Europe Centrale, Afrique, Moyen-Orient, les interventions devraient être couplées à de l'aide au développement et à de la formation scolaire et professionnelle pour lutter contre la surpopulation, la misère, le terrorisme, les migrations, les grands Prédateurs que sont la Russie, la Chine, la Turquie...
- Je pense que nous, Européens occidentaux, mais surtout nos pays d'Europe centrale, sommes mieux à même que nos amis Américains de gérer nos relations avec la Russie, surtout si elle sait que la puissance militaire américaine est derrière nous, comme nous pour eux.
- Il est à craindre que les prochaines attaques des autocraties de l'Est se fassent simultanément sur Taïwan par la Chine et sur des pays européens par la Russie. Aussi, faut-il mieux avoir deux fers au feu qu'un seul et, comme eux, être deux entités complémentaires au lieu d'une seule, plus ou moins divisée, voire en opposition d'intérêts.
Dans l'hypothèse des deux fronts, il y a bien des chances pour que l'Union se retrouve seule face à la Russie. Il vaudrait mieux qu'elle n'y soit pas « *en culottes courtes* » !
- L'Organisation Européenne de Défense se ferait sans coûts supplémentaires notables dans la mesure où le budget total des vingt-sept est déjà au niveau de celui de la Chine, qu'il s'agirait surtout d'une question d'organisation, de rationalisation, de gestion des moyens... et d'un financement équitable des vingt-sept pays, contrairement à ce qui se passe jusqu'à présent.
- Nous devons cesser d'urgence d'être une « *Désunion de commerçants inconséquents* », qui raisonnent uniquement au présent, en ignorant le futur et les « *ambiguïtés stratégiques* », et se refusant à admettre qu'il y a à nos frontières un despote qui veut nous asservir.
L'Union doit impérativement devenir adulte, s'émanciper de toute tutelle, et avoir une défense puissante !

Conclusion

J'ai toujours été un Européen convaincu, conscient que nos petits États et nos grandes rivalités ne pouvaient mener qu'aux désastres du passé. Ayant beaucoup voyagé, j'ai mesuré l'impact dans les pays étrangers qu'eut cette Union de six pays incluant les deux « ennemis historiques » : la France et l'Allemagne.

Alors, voir aujourd'hui le mépris que nous suscitons avec la perte du rôle qui était le nôtre dans les affaires du monde est pour moi, et j'ose espérer pour beaucoup d'autres, insupportable. D'autant plus que nous faisons tout ce qu'il faut pour susciter ce mépris par nos divisions où prévalent les intérêts personnels et politiques à court terme de nos dirigeants, avec des relents de jalousie ou d'animosité, de mépris ou de méfiance, qui conduisent, notamment, à une cacophonie de communiqués contradictoires alors que l'Union devrait parler d'une seule voix.

Je vais en choquer plus d'un en disant que je trouve que la plupart de nos dirigeants se comportent comme des ados dans une cour de lycée qui ne sont concernés que par leur ego et leurs biceps, pas du tout par les autres et par leur futur proche ou plus lointain. L'exact opposé de ce que devraient être des Chefs d'État : protéger l'Union et penser à son avenir, qui est aussi le nôtre, et non à la prochaine échéance électorale.

Notre Union ne survivra pas si elle n'est qu'un grand marché ouvert dans lequel le chacun pour soi, l'égoïsme, l'idéologie ultralibérale, l'argent, le commerce sont rois... et que sa défense est l'affaire des Américains.

Puissions-nous avoir, enfin, une ambition pour notre Union ? L'ambition de ses fondateurs... et être dirigés par de vrais Chefs d'État responsables !

D'autant plus que nous n'avons guère le choix : c'est soit s'émanciper et s'unir, « FAIRE NATION », soit disparaître à un terme plus ou moins proche pour se retrouver au bon vieux temps des guerres à répétition entre nos pays, perdre toute possibilité de peser sur notre avenir et sur celui du monde... ou, pire encore, se retrouver dans la Fédération de Russie !

Subir, c'est être un petit bateau à la dérive sur l'océan des autocraties et des ploutocraties !

Le plus triste, c'est que nous sommes à deux doigts d'être sur le Podium des Grandes Puissances Militaires et, de ce simple fait, de maîtriser notre avenir et de peser sur celui du monde, en retrouvant notre rôle de modérateur dans ce monde proche de l'implosion.

Cet essai, comme le précédent, furent provoqués par la guerre en Ukraine. En les écrivant, je ne m'attendais pas à faire un constat aussi lamentable, d'une organisation et de pays inconséquents, si peu concernés par des lendemains qui vont sérieusement déchanter, formant un groupe de plus en plus désuni, et se confiant aveuglément au « *Protecteur américain* » qui se sent, à juste titre, de moins en moins concerné par nous et par notre défense !

Mon coup de grâce fut quand j'ai fait le tableau des pays classés dans l'ordre décroissant de leur PIB par habitant et que j'ai ajouté une colonne avec leur budget consacré à la défense en pourcentage de leur PIB. J'ai alors constaté que les pays les plus riches participaient deux fois moins en moyenne que les plus pauvres !

C'est tout simplement scandaleux, inadmissible, amoral, suicidaire, surtout quand on trouve parmi les plus riches ceux qui attirent les entreprises et les grandes fortunes, privant ainsi les autres pays de recettes fiscales, et les accusant ensuite d'avoir des budgets en déficit !

L'organisation actuelle de l'Union est manifestement totalement périmée : elle aurait dû être repensée lors de son premier grand élargissement à l'Est. Quand se produit un phénomène nouveau important, pandémie, guerre, etc., l'Union est obligée de s'inventer des procédures spéciales, ou prendre des décisions à l'unanimité, en espérant qu'il n'y ait pas un membre pour s'y opposer... ou qu'il ait un besoin pressant au moment du vote, le ridicule n'ayant plus de limites.

Pour des questions aussi graves que l'agression russe en Ukraine, il est impensable qu'un pays, qui ne respecte pas les valeurs de l'Union et qui continue d'entretenir d'excellentes relations avec un pays devenu officiellement notre ennemi, puisse exercer son droit de vote et de veto... et nous représenter au plan international ! Quelle confiance pouvons-nous accorder aux « *Chevaux de Troie* » quant à leurs comportements et à leurs rapports avec nos ennemis ou nos concurrents ?

Dans les autocraties, russes et autres, les opposants sont en prison ou six pieds sous terre.

En démocratie, ils peuvent être au parlement, au gouvernement, ils doivent seulement se plier aux décisions de la majorité. Quand il y a une agression totalement injustifiée, contre un pays qui veut nous rejoindre, contre l'Union et nos démocraties, les pays membres qui restent en faveur de l'agresseur et qui gardent des liens étroits avec lui, dictateur qui massacre sans états d'âme des peuples et des pays au mépris de tous les accords internationaux et de ses propres engagements, ces pays devraient être immédiatement exclus de tous les débats et des votes liés de près ou de loin à cet événement et à ses conséquences. Dans l'organisation préconisée, ils seraient renvoyés dans le Cercle 2 en tant qu'État et les propagandistes de l'agresseur seraient des « *Traîtres à l'Union* » et, pour le moins, invités à quitter les instances européennes.

On voit circuler sur les réseaux sociaux, même des sérieux comme LinkedIn, des mensonges éhontés et l'Ukraine accusée des crimes de guerre commis par les Russes. Et cela, en toute impunité ! Il faut développer dans chacun de nos pays des organismes qui filtrent, contre-attaquent et informent. Tous ces poisons mortels contaminent les cerveaux occidentaux qui ne réagissent pas, plus.

La guerre en Ukraine fournit une preuve supplémentaire de la nécessité et de l'urgence de refonder l'Union dans tous les domaines, avec une mention toute spéciale pour sa défense et pour le grand absent : l'Esprit de Corps, l'Esprit Rugby, la Solidarité entre nous !

Les Comités de Direction et de Défense, avec les cinq zones géographiques et militaires, plus un changement de certaines règles, seront essentiels pour rétablir les liens et assurer notre avenir.

Nos ennemis, de l'intérieur comme ceux de l'extérieur, sont de plus en plus nombreux, puissants, actifs. Parmi eux, l'ultralibéralisme et la Finance – terrains de jeux idéaux pour les criminels en col blanc – en raison des crises qu'ils génèrent assez régulièrement, et des énormes quantités de capitaux qu'ils prélèvent ou détournent indûment de nos économies, allant jusqu'au risque d'entraîner l'effondrement de très belles entreprises comme Boeing, et de l'Occident ; les lobbies, sans foi ni loi, toujours prêts à corrompre et à nier des faits avérés ; les idéologues bornés ; les négationnistes, les nationalistes et populistes démagogues, avides de renverser les pouvoirs en place et nostalgiques d'un passé idéalisé... faute d'idées neuves à proposer ! Et tous ceux qui, rêvant de voir notre Union imploser, agissent pour que cela se produise, parmi lesquels Vladimir Poutine, Donald Trump, son ancien émissaire Steve Bannon, ses clones, dont Boris Johnson et beaucoup d'autres : complotistes et extrémistes, de droite et de gauche.

Pourquoi accréditons-nous des lobbyistes dont l'unique rôle est de promouvoir les intérêts de leurs commanditaires et, en aucun cas, de se préoccuper du bien commun ? Pour moi, c'est une énigme qui n'est pas à l'honneur des gouvernants et des parlementaires... d'autant que c'est la porte grande ouverte à toutes les compromissions, y compris financières !

Les gouvernements des États qui constituent notre Union ont aussi une grande responsabilité et, en premier lieu, ceux des six pays fondateurs qui se sont montrés totalement inconséquents, notamment lors des élargissements successifs. Tout comme les juristes qui n'ont rien prévu en cas de désaccords majeurs avec des membres de l'Union, ou de l'OTAN, ce qui est l'objet premier de tout contrat, statut ou constitution !

Cette Union était au départ une pure utopie qui, grâce à la clairvoyance de quelques personnalités de premier plan, est devenue une réalité très prometteuse, avec une ouverture aux autres pays européens. Mais l'organisation qui était adaptée à six États, proches et relativement similaires, est ingérable en l'état à vingt-sept nations aux passés, aux niveaux de développement, aux politiques, aux intérêts très différents, outre le voisinage d'une Russie qui ne supporte pas d'avoir à sa porte des démocraties, surtout quand il s'agit de dissidents de sa fédération : c'est une infamie intolérable ! Par ailleurs, profitant des lacunes juridiques, certains dirigeants de pays membres ne voient dans l'Union qu'une source d'argent facile pour leur pays et, pire, pour eux-mêmes et leurs proches, et qui n'ont rien à faire des valeurs qu'elle porte. Aussi, l'unanimité qui s'impose pour les décisions importantes n'ayant pas été supprimée, ce beau projet redevient une utopie.

Vouloir avancer tous ensemble avec un vote à l'unanimité est la meilleure façon de ne pas avancer, c'est-à-dire de reculer, surtout avec nos multiples ennemis qui cherchent à nous diviser en exploitant nos failles, nos faiblesses, nos chamailleries et la lourdeur de nos procédures.

Quant à notre protecteur, en juin 2021 au G7 : en dépit d'une « *entente cordiale* », notamment entre les Présidents Biden et Macron, celui-ci fut très déçu par le peu de cas que son homologue Américain faisait de notre Union. Et le coup de grâce fut donné en septembre avec l'affaire des sous-marins australiens !

Terribles constats, mais on voit mal comment il pourrait en être autrement, compte tenu de l'attitude de notre Union et de son refus de s'assumer. Nos dirigeants, s'ils n'y sont pas indifférents, ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes car ils n'ont aucun sens du bien commun, aucun esprit de groupe, aucune vision, avec une organisation qui ne fait rien pour y remédier : l'Union devient virtuelle !

Quant à notre *Tuteur*, il est trop préoccupé par ses intérêts propres, par l'Asie ; par l'Israël ; par l'Iran, le Hamas, le Hezbollah, les Houthis ; etc. pour s'occuper d'une Europe qui n'est plus stratégique pour lui et qui a largement l'âge et les moyens de s'émanciper... mais qui préfère jouer les « *Tanguy* » !

Et ne parlons pas de ce qui risque d'advenir en 2025, nous n'avons plus le choix : nous devons d'urgence nous assumer totalement – économiquement et militairement – si nous ne voulons pas nous retrouver sans défense face à la Russie et à l'éclatement de l'Union.

Les Pères fondateurs de l'Union ont tiré les leçons des horreurs des deux guerres qu'ils avaient subies. Les massacres en Ukraine et ceux qui nous guettent, pourront-ils conduire leurs lointains successeurs à refonder d'urgence notre Union et sa Défense ?

Concernant la protection OTAN, deux remarques s'imposent :

- Elle regroupe trente-deux pays membres, plus dix-huit partenaires, plus trois groupes de sept, quatre et neuf pays, elle a un parlement de trois cent dix-neuf représentants, ce qui implique un coût de fonctionnement très important, une extrême lourdeur des processus de décision en raison de la grande hétérogénéité des pays concernés, et avec une unanimité requise pour les décisions importantes ! Or, les guerres nécessitent des réactions très rapides.
- À l'inverse, le Comité de Défense de l'ODU n'impliquant qu'une petite dizaine de personnes, sera infiniment plus réactif et se contentera d'une majorité renforcée pour les décisions importantes. Face à deux despotes qui décident seul, nous avons l'obligation de réagir très rapidement. Toute procrastination dans l'attente que les problèmes se résolvent d'eux-mêmes est totalement inenvisageable !

Que les choses soient claires : il ne s'agit pas de repeindre les façades de l'Union, il s'agit de reprendre ses fondations ! Il ne s'agit pas non plus de donner des armes à ceux qui sont contre l'Union. Bien au contraire, cette Union est trop indispensable à la survie de nos pays, de notre civilisation, de notre Europe... mais elle pourrait très facilement faire infiniment mieux, être plus juste, plus résiliente, plus forte... et, surtout, ne pas nous laisser sans défense devant la Russie.

2025 doit être l'année de sa refondation et de la création d'une Défense autonome pertinente. Ce sont deux priorités absolues !

Si l'Union prend son destin en main et se dote d'une authentique Défense autonome comme préconisée, elle mettra M. Poutine devant un mur que son armée traditionnelle ne pourra pas franchir, et on pourra fournir à l'Ukraine les moyens de le renvoyer dans ses frontières reconnues. Il ne lui restera que le déclenchement de la foudre nucléaire mais son entourage devrait l'en dissuader si tant est qu'il l'envisage sérieusement lui-même, ce qui est difficile à croire.

Je voudrais aussi évoquer nos relations avec les pays dits du « Sud global », la plupart d'entre eux nous accusant de les avoir colonisés et, de ce fait, d'être responsables de tous leurs malheurs.

S'en plaindre plus de soixante ans après leur indépendance, colonisation qu'ils n'ont pas connue, c'est faire l'aveu des échecs de leurs gouvernants successifs, incapables, corrompus et violents, soutenus par des dictatures qui leur inculquent cette haine des anciens colonisateurs pour mieux les asservir et piller leurs richesses.

Pourquoi donc leurs ressortissants sont-ils si nombreux à vouloir émigrer pour rejoindre leurs anciens colonisateurs ? Masochisme ou sérieux désaveu pour nos accusateurs ?

Pour avoir connu un peu l'Afrique avant la décolonisation et mieux peu après, je peux assurer que les rapports avec les autochtones étaient globalement bons, que les peuples étaient en paix et plus heureux à l'époque que maintenant.

Il serait intéressant de faire faire une étude comparative de la vie en Afrique au temps des colonies occidentales et, à la même époque, de la vie dans les pays qui ont été annexés par les Soviétiques, pays qui, dès qu'ils l'ont pu, se sont librement tournés vers l'Union Européenne !

Arrêtons de culpabiliser, il s'agit d'arguments fallacieux de despotes aux comportements ignobles vis-à-vis des peuples qui sont sous leur emprise et qui n'ont pas connu nos colonisations.

Certes nous n'avons pas toujours été des « *enfants de chœur* », surtout à l'époque des conquêtes, mais ce n'est certainement pas les dirigeants russes et chinois qui peuvent nous donner des leçons !

III. Union et Ukraine

Ukraine

Ukraine outragée ! Ukraine brisée ! ... mais Ukraine libérée !

Puisse cette citation Gaullienne être prononcée en 2025 !

« *L'Opération Militaire Spéciale* », lancée le 24 février 2022 par l'autocrate russe, fut une décision surréaliste qui a surpris tout le monde.

Sa justification : tous les pays ayant appartenu à une époque à la Russie tsariste, ou à l'URSS, doivent revenir dans la Fédération de Russie et qu'importent les engagements pris et les accords internationaux... et qu'importe aussi ce qu'en pensent les peuples concernés !

Sa pensée pourrait être synthétisée ainsi :

Moi, Poutine, fort de mes plus de cinq mille ogives nucléaires, je suis le maître du monde, au-dessus des traités internationaux, même si je les ai signés et suis censé les garantir. J'ai donc tout pouvoir pour annexer les pays qui ont appartenu un jour à la Grande Russie... voire d'autres, à ma guise, car « *la Russie n'a pas de frontière* » !

Formidable : la France, l'Espagne, le Portugal, etc. vont pouvoir récupérer leurs ex-colonies et le Royaume-Uni son ex-empire... d'autant que la plupart des pays concernés approuvent, ou ne condamnent pas, l'attaque russe visant à annexer l'Ukraine !

Peut-être que nos diplomates pourraient en faire la remarque aux pays du « *Sud Global* » et leur suggérer de regarder de plus près le comportement des Russes dans les pays dans lesquels ils interviennent. Et peut-être pourrions-nous arrêter d'aider ceux qui se soumettent à eux et nous combattent ?

Où sont les contre-feux à toutes les désinformations et les agressions de la Russie, et les contre-attaques ?

M. Poutine ment comme il respire et ne respecte aucun engagement. Une nouvelle négociation avec l'Ukraine lui donnerait l'occasion de se jouer une fois de plus de l'Occident et de le mépriser encore plus... si c'est possible !

Qui pourrait l'envisager ? Pour négocier quoi ? A-t-on oublié les accords Minsk I & II, le Format Normandie, son engagement par deux traités de protéger l'Ukraine en cas d'agression... ? Engager l'Ukraine et les Occidentaux à lui faire des concessions alors que lui n'en respectera aucune et qu'il déclenchera une nouvelle « *Opération Militaire spéciale* », mieux préparée, dès qu'il aura reconstitué, modernisé, réorganisé ses armées, et refait ses stocks d'armes avec l'aide de l'Iran, de la Corée du Nord, de la Chine... ? C'est irresponsable !

Mais il y aurait plus grave encore : céder au chantage nucléaire de Poutine inciterait d'autres dictateurs nucléarisés à faire de même ! On signerait alors la mort programmée des démocraties ! Mais aussi de l'Europe et d'une partie de l'Asie qui sera conquise par la Chine !

Si nous cédon à Poutine en lui offrant même qu'une petite partie de l'Ukraine, nous serons à Munich en octobre 1938 ! Ça ne l'arrêtera pas dans son programme de conquêtes et ça donnera certainement l'idée à la Chine et à la Corée du Nord de lancer les leurs.

POURQUOI INTERVENIR EN UKRAINE ?

- **Pour une certaine solidarité...** parce que, sans la venue des Américains à notre secours en juin 1944, nous aurions vraisemblablement connu le bonheur de vivre sous Hitler ou Staline !
- **Pour montrer à un autocrate qu'il existe des limites à ne pas franchir :** massacrer un peuple qui ne vous a rien fait, bafouer impunément les traités internationaux, mettre sur le compte de l'adversaire ses propres crimes de guerre et contre l'humanité, etc. ! NON !
- **Pour montrer aux autocrates qui possèdent l'arme nucléaire** que les démocraties sont peut-être complaisantes, mais qu'elles ne se laissent pas impressionner par des menaces.

C'est le point fondamental, outre le fait qu'il ne peut être envisagé une guerre longue. Déjà, après deux ans et demi, les conséquences pour l'Ukraine, mais aussi pour la Russie, sont terribles, particulièrement sur les plans humain et économique.

Je soumetts trois idées sorties de mon *brainstorming* personnel :

1. La Russie distribue sans compter des passeports aux Ukrainiens des territoires occupés, et aux Nord-Coréens. Pourquoi l'Ukraine n'en distribuerait-elle pas à des pilotes, des opérateurs, etc., occidentaux ? Il y a déjà, à titre personnel, de nombreux combattants occidentaux en Ukraine depuis le début de la guerre, et maintenant des Coréens du Nord en Russie, notamment, alors cessons de nous imposer des lignes rouges qui n'ont pas lieu d'être !
2. Pourquoi l'Ukraine n'annexerait-elle pas les oblasts russes qui longent sa frontière après des référendums à la russe : *bidon* ? Ces annexions, aussi illégitimes et illégales que les annexions russes en Ukraine, seraient une farce qui démonétiserait celles-ci et elles pourraient faire l'objet d'une monnaie d'échange !
Pourquoi laisserions-nous à Poutine le privilège de décréter n'importe quoi ?
Je pense que Zelensky saurait présenter cette décision avec dérision et élégance !
3. L'Ukraine ne pourrait-elle pas échanger une partie de l'oblast de Sébastopol, ou de Crimée, contre celui de Kaliningrad, enclave dans l'Union très problématique ?
L'oblast de Sébastopol a une population de 556 000 habitants et une superficie de 864 km².
Celui de Kaliningrad a une population de 490 000 habitants et une surface de 216 km².
Ou que l'oblast de Kaliningrad soit donné à l'Ukraine au titre des réparations de guerre.

REFERENDUMS EN UKRAINE

20 janvier 1991 : « Rétablir, ou non, la République Socialiste Soviétique Autonome de Crimée, intégrée à l'URSS en 1945 ».

Inscrits : 1 770 841

Participation : 81,37 %

Pour : 81,37 %

1^{er} décembre 1991 : « Êtes-vous favorable à la déclaration d'indépendance de l'Ukraine ? »

Oblast de Crimée

Pour : 56,21 %

Participation globale : 84,18 %

Oblast de Sébastopol

Pour : 59,16 %

Péninsule de Crimée : Pour : 54,6 %

Oblast de Louhansk

Pour : 86,22 %

Oblast de Donetsk

Pour : 86,96 %

Oblast de Zaporijjia	Pour : 92,51 %
Oblast de Kherson	Pour : 92,61 %
Résultat global de l'Ukraine	Pour : 92,26 %

16 mars 2014 : « Réunification de la Crimée avec la Russie et adoption du droit de la Fédération de Russie ».

Votants : 1 274 096 Participation : 83,1 % Pour : 96,77 %.

Les votes en Russie sous « protection » de kalachnikovs ont toujours été très convaincants...

Je ne peux me priver du plaisir de rapporter des propos tenus en 1923 par Staline, Maître ès votes soviétiques, cités dans les Mémoires de son Secrétaire :

« Je considère qu'il est tout à fait indifférent de savoir qui, au sein du parti, votera et comment ; mais ce qui est extraordinairement important, c'est de savoir qui comptera les votes et comment. »

Peut-on penser que Poutine, pur produit du KGB, ait rompu avec ces méthodes efficaces ?

Après le résultat du référendum de décembre 1991, il n'y a rien à négocier ! Il faut que l'Ukraine récupère la totalité de ses territoires le plus rapidement possible... ou que la Russie, prenant enfin conscience de l'ampleur du désastre causé chez elle par cette guerre, ni déclarée ni nommée pendant bientôt trois ans, décide d'y mettre fin avec retour aux frontières de 1991, frontières confirmées dans plusieurs accords signés par Poutine en personne. Hélas, cette hypothèse est très peu probable... d'autant que Donald Trump étant intronisé le 20 janvier 2025, il doit penser qu'il aura satisfaction sur une partie de l'Ukraine et, comme il a besoin d'une guerre pour se maintenir au pouvoir, il s'en prendra alors à la Géorgie et/ou à la Moldavie, tout en continuant ses attaques terroristes sur les intérêts de L'Union.

Quant à nous, Européens, sachant que les lubies du despote russe concernent bien d'autres pays, dont un bon nombre d'entre eux sont membres de l'Union, il est impératif que nous donnions à Poutine et à la Russie un message clair de fermeté.

Quand ce sera acquis, si ça l'est un jour, l'Union, l'Organisation de Défense de l'Union, la France avec sa puissance nucléaire indépendante, les États-Unis et le Royaume-Uni, devront indiquer très clairement et par écrit au Président de la Russie que toute attaque directe ou indirecte, totale ou partielle, des pays listés dans une annexe de cette Déclaration, déclenchera une riposte immédiate de signataires de la lettre. Il devra aussi libérer dans les six mois les enclaves annexées dans les pays de cette liste, membres de l'Union, candidats et candidats potentiels à l'adhésion à l'Union.

Par ailleurs, il faudra conseiller fermement aux pros Russes et aux Russes de l'Union d'émigrer en Russie pour l'aider à se relever de son désastre humain, économique et militaire. En effet, s'ils ne souhaitent pas vivre dans une démocratie, c'est leur droit, ils n'auront qu'une frontière à franchir pour être accueillis par leur dictature criminelle de cœur ! ... Mais leurs enfants pourront continuer à venir faire leurs études chez les « *colonialistes dégénérés* » et y jouir des libertés qu'ils n'auront pas en Russie !

LIGNES ROUGES, MENACES NUCLEAIRES...

Les lignes rouges que nous nous imposons sont des signes d'une faiblesse non assumée, de lâcheté et d'une absence de vision des conséquences... Elles ne déclenchent rien de significatif côté russe quand elles finissent par être franchies ! Alors, pourquoi l'Ukraine, l'agressée, devrait-elle combattre son agresseur trois fois plus important qu'elle pieds et mains liés ? Va-t-on la brider jusqu'à ce que le *criminel du Kremlin* soit blanchi et remporte une (petite) victoire... qui lui

permettra de préparer ses prochaines *Opérations spéciales* ? Pouvons-nous laisser massacrer une Nation souveraine, reconnue par les instances internationales – et par la Russie elle-même –, qui n'aspire qu'à la liberté, à la paix et à la démocratie ? Mais, pour Poutine, les démocraties occidentales présentent un insupportable risque de contagion pour son pays et son pouvoir !

Le mémorandum de Budapest du 5 décembre 1994, signé par la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Ukraine, la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni, indique que contre l'achèvement du transfert de son arsenal nucléaire vers la Russie et sa ratification du traité de non-prolifération des armes nucléaires, « *l'Ukraine se voit garantir souveraineté et intégrité de son territoire* ».

Un engagement auquel les États-Unis et la Russie souscrivent à nouveau, le 4 décembre 2009, jour d'expiration du traité Start de réduction des armes stratégiques.

Les Américains et les Britanniques n'ont pas respecté leurs engagements en 2014... ni la Russie, évidemment !

Si l'Ukraine devait capituler faute d'armes et de munitions fournies en temps utile, en natures et en quantités suffisantes, je ne donne pas cher de la Moldavie, des Pays Baltes, de la Géorgie... et de notre Union, surtout avec Donald Trump au pouvoir.

Joe Biden a fait savoir aux Russes que l'utilisation de bombes nucléaires tactiques conduirait à une intervention des États-Unis... Comme en Syrie pour les gaz ?

Et qu'en pensent Donald Trump et ses affidés, lui qui règle ce genre de problèmes en « *vingt-quatre heures [chrono]* » ... comme pour le nucléaire iranien et celui de la Corée du Nord ?

Quel niveau de cruauté des Russes et de destruction d'une Nation faudra-t-il atteindre pour que nous intervenions... ou pas ?

L'occupation de la Crimée, le 28 février 2014, puis son annexion le 18 mars, auraient-elles eu lieu si le 21 août 2013 Barack Obama avait tenu sa promesse de sanctionner une ligne rouge, fixée par lui, franchie par Bachar el-Assad ? Après la Crimée, la Russie enchaîna avec le Donbass, sans réaction de notre part. Pourquoi alors ne pas s'attaquer à toute l'Ukraine le 24 février 2022 ? Puis... ?

La suite dépendra de nous :

- Soit, nous intervenons en dépit du chantage nucléaire et, dans ce cas, Poutine devrait comprendre qu'il doit se contenter des frontières reconnues de la Russie ;
- Soit, nous continuons nos demi-mesures, et nous envoyons le message à toutes les autocraties nucléarisées que, dorénavant, elles peuvent annexer qui elles veulent, quand elles veulent, en toute impunité !

Nous assistons au spectacle d'un chat qui s'amuse avec la souris qu'il vient d'attraper avant de la croquer. Si nos plus hauts responsables se satisfont d'être cette souris, je me demande comment ils peuvent encore regarder leurs enfants et leurs petits-enfants dans les yeux ? Car le problème n'est pas l'Ukraine, il concerne toutes les démocraties qui sont entre les pattes des chats autocrates nucléarisés.

Responsables européens, avez-vous conscience que l'avenir de l'Ukraine est pour les Américains un problème secondaire, alors que celui de Taïwan est majeur pour eux ?

Pour nous, Européens, c'est l'inverse ! ... Et ce sont les Américains qui nous imposent leurs décisions pour l'Ukraine... et pour l'Europe ! Peut-être faudrait-il que nos dirigeants sortent de leur hibernation...

DESHONNEUR ET GUERRE ?

*« Vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur.
Vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre ! »
Winston Churchill.*

Souvenons-nous des désastres qui suivirent la lâcheté, ou la naïveté (?), des gouvernements anglais et français face à Hitler à Munich en 1938. Et la réaction de Winston Churchill qui suivit, ci-dessus, et son discours à la Chambre des Communes du 5 octobre 1938 (extraits) :

« [...] Tout ce que le Premier ministre, mon très honoré ami, est parvenu à sauver par une activité de tous les instants, par les grands efforts et l'intense mobilisation consentis par ce pays ; et au prix de l'angoisse et de la tension qui nous ont accablés dans ce pays ; tout ce qu'il est parvenu à gagner pour la Tchécoslovaquie sur les points litigieux – c'est que le dictateur allemand, au lieu de rafler d'un coup les plats qui étaient sur sa table, a pu se les faire servir tranquillement un par un.

Le chancelier de l'Echiquier [Sir John Simon] a dit que pour la première fois, Herr Hitler avait été obligé de se rétracter – je crois que c'est le mot qu'il a employé – jusqu'à un certain point. Nous n'avons pas vraiment de temps à perdre au terme de ce long débat sur les différences entre les positions prises à Berchtesgaden, à Godesberg ou à Munich. Elles peuvent être simplement résumées, si la Chambre m'autorise à changer de métaphore. On nous a d'abord demandé, revolver au poing, une livre sterling. Une fois cette livre accordée, on nous a demandé, revolver au poing, deux livres sterling. Pour finir, le dictateur s'est contenté d'une livre dix-sept shillings six pence, et le reste en promesses de bonne volonté pour l'avenir.

[...] Je conjecture que l'Etat tchécoslovaque ne pourra pas rester longtemps une entité indépendante. Je suis sûr qu'à échéance de quelques années, voire de quelques mois, la Tchécoslovaquie sera engloutie par le régime nazi. Peut-être les Tchèques s'y rallieront-ils, par désespoir ou par revanche. Quoi qu'il en soit, les jeux sont faits et l'histoire est écrite. Mais nous ne pouvons pas considérer l'abandon et la ruine de la Tchécoslovaquie à la seule lumière de ce qui s'est passé le mois dernier. Il s'agit en effet de la conséquence la plus grave de ce que nous avons fait, et de ce que nous n'avons pas fait, au cours des cinq dernières années : cinq années de bonnes intentions futiles, cinq années à chercher fiévreusement la ligne de moindre résistance, cinq années de démissions ininterrompues de la puissance britannique, cinq années de négligence pour nos défenses aériennes. Tels sont les faits que j'expose ici, devant vous et qui ont caractérisé la gestion imprévoyante pour laquelle la Grande-Bretagne et la France vont devoir payer cher. Au cours de ces cinq années, nous avons été chassés d'une position dans laquelle notre sécurité était tellement solide et tellement incontestable que nous n'avions même pas à nous en préoccuper. Nous avons été chassés d'une position dans laquelle le simple mot de « guerre » ne pouvait être employé que par des personnes bonnes pour l'asile. Nous avons été chassés d'une position de sécurité et de pouvoir : pouvoir de faire le bien ; pouvoir d'être généreux envers un adversaire vaincu ; pouvoir de négocier un accord avec l'Allemagne ; pouvoir de mettre, si nous le voulions, un terme à ce réarmement ; pouvoir de prendre toute mesure que nous pensions juste en matière de force, de pitié ou de justice. Nous sommes passés en cinq ans de cette situation sûre et incontestée à celle où nous nous trouvons aujourd'hui.

[...] Je n'en veux pas à nos braves et loyaux compatriotes, qui étaient prêts à faire leur devoir à n'importe quel prix, et qui, dans la tension de la semaine dernière, n'ont jamais bronché : je ne leur reproche pas leur explosion de joie compréhensible et spontanée, et leur soulagement lorsqu'ils ont appris qu'ils ne seraient pas soumis pour l'instant à la terrible épreuve – mais ils doivent savoir la vérité. Ils doivent savoir qu'il y a eu dans notre système de défense une terrible négligence et de graves défaillances ; ils doivent savoir que nous avons essuyé une défaite sans avoir fait la guerre, dont les conséquences vont nous accompagner longtemps sur notre route ; ils doivent savoir que nous avons doublé un cap redoutable de notre histoire, alors que l'ensemble de l'équilibre européen a été bouleversé, et que les paroles terribles [de la Bible]

ont été prononcées contre les démocraties occidentales : « Tu as été pesé dans la balance, et trouvé léger ». Et n'allez pas croire que les choses vont en rester là. Nous ne faisons que commencer à payer. Ceci n'est que la première gorgée, le premier avant-goût d'une coupe amère qui va nous être présentée année après année – sauf si, dans un suprême sursaut de force morale et de vigueur martiale, nous nous dressons à nouveau et reprenons, comme par le passé, la défense de la liberté. »

Remplaçons Allemagne par Russie, Hitler par Poutine, Tchécoslovaquie par Ukraine et 1938 par 2022 et tout sera dit de la situation actuelle de l'Occident. C'est le Président américain qui est décisionnaire, l'Union est impuissante faute d'une défense organisée et autonome !

LCI a rapproché la déclaration d'Hitler pour justifier son entrée en Tchécoslovaquie et celle de Poutine pour son entrée en Ukraine : identiques, même perversité, mêmes grossiers mensonges.

Nos dirigeants occidentaux sont manifestement plus Chamberlain/Daladier que Churchill !

Ont-ils compris que l'Ukraine ne sera qu'une étape si la Russie n'est pas défaite rapidement et si l'Ukraine ne récupère pas la totalité de ses territoires ?

Qui, en Occident, pourrait avoir la clairvoyance de Winston Churchill ? Son discours est écrit, il n'y a que trois noms et une date à changer. C'est désespérant en soi, et accablant quand on assiste à une répétition du plus grand désastre du XXe siècle !

M. Poutine ne connaît que la force... et nos faiblesses. Mais il a montré à plusieurs reprises les siennes avec nos *lignes rouges* franchies en Crimée et en Russie, et les affaires Prigojine et autres. Il a montré qu'il tenait à sa vie d'une façon obsessionnelle, et compte tenu de ses autres faiblesses et des dissensions aux plus hauts niveaux de l'État russe, il ne devrait pas mettre à exécution ses menaces nucléaires, si tant est qu'il le puisse. Aussi, faudrait-il prendre le risque sans plus attendre, en précisant avant que les reconquêtes ne concerneraient que le territoire reconnu de l'Ukraine.

Les Américains semblent prêts à affronter la Chine pour défendre Taïwan, alors qu'ils excluent toute intervention en Ukraine ! Mais, la meilleure façon de protéger Taïwan ne serait-elle pas que l'Ukraine et l'Occident infligent à Poutine une défaite nette et rapide, avec une aide plus sérieuse ?

Par ailleurs, la Russie a déjà géré des successions, naturelles ou provoquées, de Présidents sans mettre le feu à la planète, alors que si Poutine reste au pouvoir après une Ukraine amputée, c'est lui et bien d'autres dans le monde qui seront les pyromanes ! C'est une certitude, d'autant que Poutine a ouvertement déclaré, dès le début de l'attaque de l'Ukraine, que son objectif était de récupérer tous les territoires possédés un temps par les Tsars et l'URSS, dont beaucoup sont dans notre Union ! Et même l'Alaska, vendue aux États-Unis, le transfert de propriété ayant eu lieu le 18 octobre 1867 !

Et nos démocraties subissent des attaques, cyber et traditionnelles, de plus en plus fréquentes.

Vous, Dirigeants des démocraties occidentales, allez-vous continuer à faire comme les autruches qui, pour ne pas voir un danger, ont la réputation de mettre leur tête dans le sable ?

Il faut intervenir d'urgence et ne pas céder à son chantage nucléaire. Il se moque de nous, de nos faiblesses, de nos divisions... Il est grand temps de remettre à sa place cet « *Hitler 2.0* », afin d'arrêter ses massacres et de faire réfléchir les autres autocrates avant qu'ils ne suivent son exemple.

Inconscience & Irresponsabilité !

15 août 2023 : le Directeur de Cabinet du Secrétaire Général de l'OTAN préconise à l'Ukraine d'abandonner des territoires à son agresseur pour adhérer à l'OTAN ! C'est surréaliste. Lâcher la proie pour l'ombre. Cette organisation, formée de trente-deux pays dont le *Tout-Puissant*, est censée protéger les démocraties des autocraties... Or, elle n'est même pas capable de fournir à l'Ukraine les armes et les munitions dont elle a besoin pour repousser son agresseur russe !

C'est très rassurant pour ceux qui sont face à la Russie, et pour les autres dans un second temps. Je pense qu'il vaudrait mieux que l'Union remplace l'article 5 de l'OTAN par l'OTED !

16 août 2023 : le délire continue avec une déclaration de l'ancien Président français, Nicolas Sarkozy. Historiquement fausse, en contradiction avec les traités internationaux, et faire un référendum dans des régions dévastées et occupées, dont presque tous les habitants sont morts, ou ont fui, ou ont été déportés en Russie et remplacés par des Russes... c'est effectivement très pertinent !

Puis-je lui rappeler le résultat du référendum réalisé le 1^{er} décembre 1991, quand les deux entités étaient en paix : Participation : 84,81 % des inscrits ; Oui à l'indépendance : 92,26 % ; Crimée : Oui à 56,21 % ; Sébastopol : Oui à 59,16 % !

Ces propos et comportements « *Munichois* », par ailleurs trop répandus en Occident, sont tenus par des irresponsables qui n'ont jamais eu à subir la dictature soviétique ou celle de Poutine, ni combattu ou eu à subir les conséquences d'une guerre et, à aucun moment, ils ne se soucient des répercussions de leurs inactions sur l'avenir des Démocraties et sur celui du Monde.

On peut sacrifier l'Ukraine, très bien. Et après, qui ? Puis, qui ? C'est nul et digne de propos de cafés du commerce !

Intelligence avec l'ennemi, ça coûte combien ?

Dire que notre avenir et celui de nos enfants, petits-enfants... dépendent en partie de gens comme eux ! C'est rassurant !

Conclusion pour Volodymyr Zelensky : si je dois amputer l'Ukraine pour qu'elle puisse rejoindre l'OTAN, qui ne la protégera pas à l'agression russe suivante, c'est se moquer de moi et de mon pays. C'est une honte !

Conclusion pour l'Union : l'OTAN est morte, Vive l'OTED et, de toute urgence, prenons nos responsabilités.

Comme nous sommes au degré zéro de la psychologie, je vais me risquer à une analogie de comportement que j'ai maintes fois pu vérifier chez les humains. Vous marchez, un chien hargneux vous suit en aboyant. Vous accélérez, il accélère, plus vous accélérez, plus il accélère. Vous vous arrêtez, vous vous retournez et le regardez droit dans les yeux en lui signifiant que c'est vous le maître. Il arrête d'aboyer, fait demi-tour et retourne tout penaud d'où il vient. Faites l'expérience. Les humains hargneux ne se comportent pas autrement.

Vous donnez un doigt à M. Poutine, il vous réclamera la main. Vous lui donnerez la main, il vous demandera le bras, etc. Combien de concessions lui ont-elles été faites et pour quels résultats, hormis de généreuses largesses à ses affidés occidentaux ? C'est l'encourager à continuer de plus belle... Poutine est un immense pervers... ou il en a épousé tous les comportements ! On se ridiculise à discuter avec lui et à prendre pour argent comptant la moindre promesse ou un quelconque engagement de sa part !

J'appelle les Dirigeants occidentaux à lever les yeux de leur quotidien pour écouter ce que le « *Grand Sage* » leur dit de *là-haut* :

[Vous avez le choix entre la guerre et le déshonneur.
Si vous choisissez le déshonneur, vous aurez la guerre.]

Oui, l'Occident est en train de rejouer le défaitisme de 1938, avec des conséquences qui risquent fort d'être dramatiques pour nous et d'autres. Les acteurs ont changé, mais les situations sont similaires à une seule différence près, l'arme nucléaire.

Comment envisager de mener des négociations de dupes, comme à Munich, pour ne récolter que « Déshonneur et Guerre » ?

Les fantasmes de Poutine ne se limitent pas à l'Ukraine, ils concernent toutes les démocraties à sa portée qui vont de « l'Oural à l'Atlantique ».

Il faut siffler la fin de la partie au plus vite ce qui implique, comme indiqué précédemment, que l'Union prenne immédiatement quatre décisions, à savoir :

1. Créer le « Comité de Direction » :
2. Créer « l'Organisation de Défense de l'Union » (ODA) puis « l'Organisation du Traité Européen de Défense » (OTED), impliquant un partage de l'OTAN ;
3. Aller à Washington pour expliquer ces décisions ;
4. Convaincre les Américains de cesser leurs conversations avec Moscou, aveu de faiblesse, qui ne mèneront qu'au déshonneur et à la guerre, et dire au Président Poutine :
 - Soit, vous quittez la totalité du territoire Ukrainien, Crimée comprise ;
 - Soit, nous fournirons toute l'aide dont l'Ukraine a besoin pour vous repousser dans vos frontières reconnues... Si vous avez recours à l'arme nucléaire, nous interviendrons.

Par ailleurs, il devrait abandonner l'oblast de Kaliningrad au titre des indemnités de guerre à l'Ukraine.

En parallèle à cette démarche, deux ou trois pays (France, Pologne, Royaume-Uni ?) devraient fournir à l'Ukraine des armes très performantes, notamment des avions de chasse, avec leurs opérateurs devenus Ukrainiens par la magie du Président Zelensky, et autoriser les Ukrainiens à tirer sur des sites stratégiques des armées russes.

Je pense qu'Emmanuel Macron, accompagné du Président de l'Union serait le plus à même de mener cette négociation à Washington, lui qui prône une politique de défense européenne autonome depuis 2017, qui représente la deuxième contribution à l'OTAN et la seule véritable armée de l'Union avec sa composante nucléaire et ses bases à l'étranger.

Il faut terminer cette guerre au plus vite :

- Pour arrêter l'hémorragie en Ukraine !
- Pour guérir les Russes de leurs rêves de détruire l'Occident !
- Pour sauver notre Union et nos Démocraties !
- Pour faire respecter les frontières des États !
- Pour montrer aux autocrates du monde que les Démocraties n'étaient pas à prendre !

Une remarque pour finir : en 2022, Poutine était assez seul. Puis il y eut des accords avec l'Iran pour des drones... et des déplacements à Téhéran, je présume pour convaincre les Iraniens d'ouvrir des fronts au Moyen-Orient avec ses proxys, puis ses pressions diplomatiques sur une multitude de pays, en Afrique notamment, pour en faire des alliés, puis la Corée du Nord et une Chine de moins en moins discrète dans son soutien militaire.

Plus de nombreux pays et intermédiaires qui lui permettent de contourner les sanctions.

Conclusion : plus dure un conflit, plus il s'étend, et plus il devient coûteux et inextricable. Et, au final, ce sont toujours les voyous qui gagnent.

Épilogue

Il est urgent que nos pays, et les Institutions européennes, changent radicalement de politiques, de comportements, de logiciels, de temporalités, et donnent des raisons et l'envie aux peuples européens d'aimer cette Union, improbable, mais qu'il faut absolument préserver et développer pour que chacun s'y attache afin d'éviter que nos démons ne se réveillent et que la Fédération de Russie ne finisse par nous annexer ! Tous doivent se sentir protégés par l'Union d'un monde extérieur très hostile, et face auquel nos petits pays ne sont que des fœtus de paille !

Les Institutions européennes doivent dialoguer avec les populations de ses membres afin de les informer des actions conduites, en cours et à venir. Elles doivent aussi moins s'occuper de « *leurs cuisines internes* » pour se consacrer plus aux grandes questions liées à l'avenir commun.

La gouvernance de l'Union ne devrait que s'occuper des grandes questions qui dépassent les pouvoirs réels de ses membres. Nous vivons dans un monde dominé par des entités et des États hyperpuissants, de plus en plus âpres aux gains et conquérants ; par des autocraties qui veulent écraser nos démocraties ; par des ploutocraties avides de pouvoir et d'argent. Il faut être conscient que ce monde est une jungle peuplée de prédateurs affamés, et que notre UNION se comporte comme vingt-sept frères gazelles... proies idéales dans cette jungle !

L'Union doit tout faire pour se protéger, et nous protéger, et pour établir des contre-pouvoirs. Nous avons tous les talents nécessaires pour cela, à condition de ne pas les conduire à s'expatrier par manque d'horizons, de dynamisme de nos économies, de financements, d'ambitions...

Quant à notre Défense, elle est une absolue priorité. Nous avons les moyens de l'assurer nous-mêmes, c'est une question d'organisation et de volonté, pas d'argent !

Un peu de dignité et de fierté : nous ne devons plus nous reposer sur les États-Unis qui ont bien d'autres préoccupations qui passent maintenant bien avant notre Europe.

Dans la vie, on ne peut compter que sur soi, pas sur les autres !

Conclusion : L'UNION DOIT SE RÉINVENTER DE TOUTE URGENCE !

Paris, le 28 novembre 2024

IV. Annexe

Autres missions de l'Union

STIMULER

L'Union peut jouer deux rôles opposés auprès de ses membres :

- Inhiber : rôle très négatif quand, avec ses réglementations tatillonnes, notamment sur des domaines liés à la diversité des goûts, des produits, des comportements des membres, elle détruit leurs spécificités et engendre une hostilité des peuples à son encontre. Et, n'oublions pas l'importance de la diversité, génératrice de force, de progrès, de résilience !
- Stimuler : rôle très positif, en supprimant les réglementations non indispensables qui vont à l'encontre de ce rôle. Elle devrait faire un audit complet des procédures qu'elle impose afin de définir celles qui sont vraiment nécessaires maintenant au regard des objectifs à atteindre, et annuler les autres. Sur ce thème, le petit tableau ci-après, qui concerne des Codes du Travail, est assez révélateur :

1973	Code français	600 articles	Chômage 3 %
2003	Code français	3 800 articles	Chômage 9 %
2013	Code français	10 000 articles	Chômage 11 %
2013	Code suisse	54 articles	Chômage 3,3 %

À la vue de ces données, une chose est certaine : ce n'est pas en multipliant les articles du Code du travail que l'on règle le problème du chômage. Bien au contraire ! Et les entreprises peuvent-elles respecter des milliers de règles ? Cet exemple illustre bien les dérives administratives françaises et leurs conséquences.

En raison des déviances financières mortifères du secteur privé, la Commission devrait revoir ses Directives dans lesquelles elle demande aux États, au titre de la concurrence, de transférer au Privé des missions assurées par le Public. Le secteur privé et la concurrence ne sont plus la panacée en raison des marges aberrantes que les entreprises doivent maintenant dégager, et les surcoûts dus au fait que trop de sociétés veulent se partager ces *gâteaux* ! Un exemple parmi beaucoup d'autres : la Sécurité sociale française et les mutuelles. Outre le fait qu'il y a un double traitement des dépenses de santé, celles-ci ont des coûts de gestion, mais surtout commerciaux, très élevés, de l'ordre de 30 % ! Si la Sécurité sociale assurait les remboursements de base et complémentaires, les coûts pour les assurés sociaux seraient nettement inférieurs. Quant à confier sa santé ou sa retraite au Privé pour qu'il en fasse des *vaches à lait* au profit de leurs dirigeants et de leurs actionnaires, je doute fort que ce soit une bonne idée. D'autant plus que les entreprises sont mortelles, contrairement aux États, et que ceux-ci ont un sens du bien commun un peu moins atrophié que le secteur Privé. Ils sont aussi une garantie pour les plus pauvres !

ORPEA (Maison de Retraite) et beaucoup d'autres, hélas, sont des preuves que le Privé n'est pas toujours recommandable. Les Centres médicaux privés ont aussi leurs *brebis galeuses*, quelques cas récemment révélés sont là pour nous alerter.

Autrefois, nos pays pouvaient s'autogérer. Aujourd'hui, et plus encore demain, ils deviennent très dépendants des nouvelles puissances d'argent et de données personnelles ! À ces Pouvoirs, en partie contrôlables par l'Union et par nos gouvernants, s'ils s'en préoccupaient, s'ajoutent les cyber criminalités, les harcèlements, les infox, etc. ! Seule, une Union réactive, forte, entreprenante, pragmatique, volontaire, peut aider nos pays à lutter contre ces fossoyeurs de l'humanité. Mais, pendant que les grands leaders mondiaux s'imposent, la Commission, le Conseil, le Parlement, les États membres, se perdent dans de vaines querelles qui, souvent, se terminent par de nouvelles procédures paravents ou par des renoncements. Quant aux questions fondamentales qui concernent, notamment notre sécurité et nos libertés, elles sont bloquées par l'opposition d'un membre ou deux !

Jusqu'à présent, la Commission a surtout endossé un rôle de Gendarme. Ne pourrait-elle pas se muer en *Franchiseur* pour ses vingt-sept *Franchisés*, comme elle l'a fait pour la COVID ?

Notre *Franchiseur* disposerait des compétences du Comité de Direction et d'un – vrai – Plan, indispensable pour initier et suivre les grands projets, d'hier mais plus encore de demain, à l'image du Commissariat Général du Plan, créé le 3 janvier 1946 par le Général de Gaulle, pour assurer la reconstruction de la France. Grâce à cette initiative, le pays connut les « Trente Glorieuses », orchestrées par le Plan et par une vision à long terme, qui furent suivies par « Quarante-cinq Piteuses », sans plan ni vision. L'idée sous-jacente est d'avoir une organisation proche de celle d'un État fédéral performant, tout en préservant une autonomie coordonnée aux nations pour que les années à venir soient « Glorieuses » et non pas « Piteuses ».

Nous possédons des centres de recherche à fort potentiel, mais généralement nationaux et aux moyens insuffisants, et des Start-up inventives, mais largement financées par des fonds non européens. En l'absence de structures adaptées et dotées de financements suffisants, l'exil de nos meilleures inventions et de nos plus brillants chercheurs est un problème majeur auquel il faut mettre fin.

Quelques groupes parmi les leaders mondiaux, masquent la triste réalité de nos faiblesses et vulnérabilités. Aussi, faudrait-il que la Commission arrête de s'opposer aux regroupements de sociétés européennes et à leurs prises de contrôle de sociétés étrangères au prétexte qu'il faut maintenir une vraie concurrence entre nos sociétés, alors que celles-ci doivent affronter sur leurs propres terres des multinationales étrangères souvent beaucoup plus puissantes et libres qu'elles, sans avoir la possibilité de bénéficier de protections particulières. Or, pour nos économies, un produit fabriqué chez nous est beaucoup plus avantageux que s'il est importé. On compare toujours les prix d'achat sans prendre en compte les salaires, charges sociales, impôts et taxes générés par les productions locales qui ne le sont pas par les produits importés, outre les emplois, l'écologie et les contraintes induites.

Les remèdes à nos faiblesses viendront d'une politique économique dynamique, créative, audacieuse, clairvoyante, s'intéressant aux besoins mondiaux... guidée par un Plan et libérée des arcanes administratifs excessifs, européens et nationaux. Seule la Commission, avec un vrai PLAN et les moyens qui devront l'accompagner, peut définir les grandes orientations, les filières à développer, puis mettre en place les financements et les politiques qui incitent et aident les entreprises à s'y engager, prioritairement des ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) et des PME/PMI (Petites et Moyennes Entreprises/Industries) qui sont souvent bien plus efficaces, réactives et concernées que les grandes structures, qui ont généralement les moyens de leurs politiques, mais dont les intérêts coïncident rarement avec ceux des pays dans lesquels elles sont installées. Surtout, les développements de nouveaux produits ou services étant rarement rentables à court terme, ils pénalisent leurs marges qui doivent être maximisées. Sans d'authentiques stratégies incitatives, bien ciblées et coordonnées par la Commission, ce ne sera que cacophonies, gaspillages de moyens, de nos chances d'être compétitifs dans les bons créneaux et parmi les premiers.

Nous devons être une communauté unie, solidaire, responsable et communicante...

L'absence de gestion commune du secteur militaire est catastrophique : c'est un énorme fiasco ! Et ça peut se vérifier dans tous les domaines industriels, de recherche, de développement...

La Commission doit aussi veiller à maintenir l'équilibre entre les pays et les inciter à coopérer. Nous ne devons pas être dans une jungle dans laquelle les plus forts imposent leurs lois.

Quant aux acteurs directs ou indirects de l'économie, ils devraient, notamment, se poser régulièrement les questions suivantes :

- Quels seront les marchés d'avenir et leurs futures exigences, à quelles conditions et dans quels délais ?
- Quels produits ou services pourrions-nous proposer parmi ce que nous développons, ou pourrions développer, notamment en lien avec les impératifs environnementaux ?
- Comment pourrions-nous être présents sur les marchés mondiaux avec des produits écoresponsables, compétitifs sur les aspects techniques, prix, délais, services associés ?
- Comment aider des Start-up à se développer et à prendre une place significative sur les marchés européens et mondiaux ?
- Comment gérer le temps ? Les délais sont souvent plus déterminants que les prix. Ils sont devenus une question de survie économique, et vitaux en cas de guerre. Aujourd'hui, les marchés sont mondiaux et évoluent très vite. Les Start-up devenues ETI sont plus réactives que les grandes entreprises, mais leurs structures étant plus légères et leurs moyens financiers plus limités, elles doivent pouvoir s'appuyer sur des organisations efficaces pour diffuser leurs technologies ou leurs produits innovants.
- Comment assurer les risques, voire mutualiser une partie des gains et des pertes ? Une grande entreprise peut supporter un échec, pas les PME et leurs dirigeants.
- Etc.

Le Commissaire européen en charge du PLAN à inventer ne devra pas être enfermé dans le huis clos de hautes administrations et réduit à un vague rôle consultatif. Il faut, tout au contraire, qu'il soit associé à une Agence EUROPE INNOVATIONS, en contact direct et permanent avec tout ce que l'Union compte de Centres de recherche, de Couveuses, de *Start-up*, d'Entreprises innovantes, d'Organismes d'amorçage et de financement des innovations, de Capital-risque, de Veilles technologiques, etc.

La lutte contre la pandémie a montré le rôle primordial joué par des Start-up, encore faut-il qu'elles puissent bénéficier de moyens financiers et logistiques suffisants, de soutiens techniques et commerciaux efficaces, et qu'elles aient un droit à l'échec avec partage des risques. Pourquoi trouve-t-on si peu de réussites en Europe, et si modestes ? Où sont nos Licornes, et quelle est leur espérance de vie ?

Pour les développements à l'international, une idée est parfois avancée : demander aux multinationales de fournir un support aux entreprises moyennes qui sont désireuses de se développer à l'étranger. C'est effectivement une solution à condition que les sociétés porteuses créent des structures spécifiques avec un statut de Fondation ou équivalent, car elles ne peuvent pas en espérer une rentabilité à court terme. Et il ne faut pas que le temps et les moyens consacrés aux sociétés portées le soient aux dépens des porteuses, sinon le portage ne sera pas pérenne. J'en parle d'expérience.

Ne pourrait-on pas créer des « Unités Technico-commerciales Europe » à l'étranger pour les pays membres afin que leurs entreprises puissent disposer de structures d'accueil, d'intervention et d'assistance spécialisées, avec une coordination des actions menées et à mener, et mutualiser les

informations recueillies. Dans l'esprit des incubateurs de Start-up. Et ces antennes pourraient être sollicitées par des entreprises locales en recherche de produits ou de services.

Autre mission importante du Commissaire au Plan et du Comité de Direction : veiller à ce que les projets soient gérés efficacement, avec de vrais Chefs de Projets, et aussi équitablement que possible entre les pays membres – globalement et non projet par projet – afin d'éviter des blocages de pays s'estimant défavorisés sur un projet, provoquant alors des retards. C'est aux Chefs de Projets de monter et de gérer leurs projets avec les meilleurs éléments disponibles parmi les vingt-sept, et non aux vingt-sept de dire « moi, j'exige... ».

Pour ce faire, l'Union devrait dresser un tableau avec, en tête des colonnes les pays membres et en tête des lignes les domaines importants. Puis noter de 0 à 5 les capacités des pays dans chacun de ces domaines. Les projets devraient être menés par les meilleurs dans les domaines concernés. Grands et petits pays ont des points forts et des points faibles, la compétition internationale implique d'unir les points forts... et non pas de saupoudrer ! Ce qui n'interdit pas d'aider les plus faibles à progresser, en leur confiant par exemple des sous-traitances. Et, comme aux États-Unis, que les investisseurs privés et publics appliquent la formule qui a permis l'émergence des grandes réussites : une réussite compense plusieurs échecs !

Pour la cohérence de l'ensemble, il faudrait que chaque pays membre établisse un vrai Plan qui soit coordonné par le Commissaire au Plan avec ceux des autres membres. Quant à celui de la Commission, il devrait devenir une synthèse des Plans des pays membres, Plans auxquels le Commissaire aura largement collaboré pour éviter les redondances et les oublis. Plus un aspect volontaire très important. N'oublions jamais que nous sommes une Union et que la force commune résultera de la force de chacun... s'il y a une bonne coordination entre tous avec un esprit d'équipe gagnante et que tous tirent dans le même sens, et non à hue et à dia comme actuellement.

Un exemple à méditer : la lumière d'une ampoule électrique résulte de mouvements désordonnés de particules, dit « mouvement brownien », dans le filament soumis à une tension électrique. Si l'on ordonne ces mouvements nous obtenons, avec la même énergie dépensée, des rayons laser aux performances sidérantes !

C'est typiquement ce que nous devons faire d'urgence avec les 270 milliards US\$ dépensés tous les ans par les vingt-sept afin de passer d'une défense ridicule à la troisième armée du monde !

Et nous devrions faire les mêmes démarches dans tous les secteurs d'avenir afin d'obtenir les mêmes résultats ! EADS/AIRBUS, une des rares réussites industrielles européennes, a procédé de cet esprit de regroupement des forces. Et cela reviendrait à renforcer et à généraliser le travail que faisait le Commissaire au Marché intérieur, Thierry Breton.

L'économie s'est totalement transformée sans que nos instances dirigeantes ne s'en soient vraiment préoccupées et ce d'autant moins que nous étions sous l'influence de libéraux convaincus qu'il fallait laisser faire les marchés. Résultat : forte croissance de quelques pays et de quelques start-up devenues des monstres économiques aux pouvoirs incontrôlables, décrochage de l'Europe, enrichissement des uns, appauvrissement des autres. Il fallut soixante-dix ans au communisme, des millions de morts et un effondrement de son économie pour prouver qu'il était une grave erreur de l'histoire. Il fallut trente ans et des millions de laissés-pour-compte à nos génies de la finance pour prouver que leur libéralisme débridé et amoral était une malédiction pour nos économies... mais sans que les conséquences en soient tirées, les abus sanctionnés et les règles modifiées ! L'entreprise américaine Boeing illustre ô combien les conséquences de ces dérives financières.

Le laisser-faire, l'amateurisme, le chacun pour soi, ne doivent plus avoir leur place chez nos gouvernants, nationaux et européens. Ils doivent prendre conscience qu'ils ne peuvent plus rester dans un quant-à-soi stérile, déconnectés des réalités du monde et de leurs administrés. Le pouvoir doit s'ouvrir sur la société civile, sur son environnement et sur le monde extérieur.

Gouverner, c'est prévoir, c'est aussi agir et évoluer en permanence.

REGULER, COORDONNER, SANCTIONNER

La Commission devrait fortement :

- Inciter les sociétés à utiliser l'Euro au lieu du Dollar afin d'éviter les diktats américains avec leurs très coûteuses sanctions ; et pénaliser les opérations illégales au regard des règles de l'Union, comme le font les États-Unis.
- Imposer une convergence progressive, mais rapide, des régimes fiscaux et sociaux en son sein, ce qui implique qu'il n'y ait plus de paradis fiscaux parmi les membres et les pays associés. C'est fondamental car nous ne formerons jamais une véritable Union avec les disparités actuelles, les plus riches ne participant pas aux efforts (défense) tout en récupérant les impôts et taxes qui devraient revenir à des pays partenaires qui, eux participent aux efforts !
- Tenir compte de l'évolution des métiers et des structures des entreprises. Autrefois, leurs effectifs constituaient des pyramides à large base. Aujourd'hui, et plus encore demain, les bases se rétrécissent au point de devenir parfois des obélisques, voire des pyramides inversées, les bras étant remplacés par des cerveaux et des robots. Elle doit aussi penser aux nouveaux métiers exercés par des indépendants, qui sont, dans les faits, très dépendants de donneurs d'ordre : VTC, livreurs, etc.

S'il fallait des raisons pour convaincre de l'urgence et de l'importance d'agir autrement, il suffit d'observer la montée des violences et des populismes, la prolifération d'âmes perdues dans nos rues, sur les réseaux sociaux, dans des sectes dévoyées, dans la drogue, dans le terrorisme... et la montée inexorable de concurrents, asiatiques notamment.

NORMES & LABELS

Il y aurait plus de 100 000 normes en vigueur. Sont-elles toutes pertinentes, quand elles ne sont pas contradictoires entre elles ou qu'elles n'ont plus aucune application. D'évidence, un grand ménage s'impose. Par ailleurs, la plupart datent d'une époque où l'on ne se souciait pas de la planète. Aussi, faudrait-il *verdir* celles que l'on conserverait.

Seules les normes européennes devraient être admises dans l'espace européen, applicables et appliquées.

Quant aux labels AOC, AOP, IGP, Rouge, STG... ils sont parfois usurpés par des tricheurs sans scrupule. Leurs spécifications devraient être plus rigoureuses et mieux contrôlées. C'est leur crédibilité et celle des produits qui en dépendent.

RESPONSABILITE & PROBATION

Les administrations sont très réticentes à l'égard de tout ce qui est nouveau et n'entre pas dans des réglementations existantes. Elles s'opposent d'autant plus volontiers que le « Principe de Précaution » leur en fournit un excellent prétexte.

Or, par définition, tout ce qui est vraiment nouveau, par sa technologie ou par son usage, n'a pas sa cohorte de normes, de réglementations, de jurisprudences. Certes, mais comment nos économies pourraient-elles évoluer et affronter la compétition mondiale si ce qui est innovant est bloqué ou très retardé par des administrations au prétexte qu'il n'y a pas de règles applicables, ou que le cas n'est pas explicitement prévu dans des textes officiels ?

Un jour, un jeune énarque, conseiller technique du Ministre de l'Économie, à qui je présentais un projet innovant, m'a répondu :

- « Ce n'est pas possible »
- Pourquoi ?
- « Ça n'a jamais été fait » !

C'était vrai. À la même époque, j'avais eu une réponse identique à l'ambassade de Chine pour un autre projet. Le non chinois ne m'avait pas surpris, le non français m'avait beaucoup attristé, moins à titre personnel, que pour l'intérêt général de mon pays.

L'innovation, l'émulation, la créativité, ont peu de chance de passer la porte des Administrations, d'autant qu'elles souffrent d'un manque de diversité de formation, d'expérience, d'origine. Or, si nous sommes parmi les premiers à développer une nouvelle technologie, nous pouvons l'exploiter pour nous, l'exporter, concéder des droits sur les brevets. À l'inverse, si nous arrivons après les autres, nous les importerons, nous dépendrons encore plus de puissances étrangères, nous serons contraints par leurs normes, bientôt asiatiques, qui plus est.

Comme nous avons plus besoin d'accélérateurs que de freins, il faut remplacer le « Principe de Précaution », par un « Principe de Responsabilité » associé à un « Délai de Probation ».

Ainsi, les produits nouveaux, non classables dans une nomenclature existante, seraient examinés puis soumis à une période dite de Probation au cours de laquelle ils seraient sous contrôle afin de déterminer s'ils peuvent être validés ou non. Comme ce qui se fait parfois pour les médicaments avec l'ATU, Autorisation Temporaire d'Utilisation avant l'AMM, Autorisation de Mise sur le Marché.

Pendant cette période de noviciat, c'est l'entité à l'origine de l'innovation qui en serait responsable. Mais, il doit être mis fin, pour évaluer ou valider les produits, à la prise en compte des études faites par les entreprises, ou par des laboratoires ou des experts liés à elles, surtout avec la mentalité actuelle où le profit est la valeur suprême et peu importent les éventuelles conséquences collatérales.

Les médicaments vendus ou prescrits à contre-emploi, le *Dieseldate* des constructeurs automobiles, les crashes des 737 Max de Boeing, etc. sont exemplaires de ces dérives et doivent servir de leçon. Les procédures d'évaluations sont aussi à revoir afin de rendre les tricheries plus difficiles et qu'elles soient conformes aux utilisations réelles des produits testés. A-t-on déjà vu les voitures consommer sur route ou en ville ce qu'annoncent les constructeurs ?

Ce ne sont pas les constructeurs qui devraient fournir les véhicules à tester, mais les contrôleurs qui devraient aller les prélever dans les parcs à la sortie des usines afin de ne pas avoir des voitures tout spécialement préparées... et éviter ainsi les « *Dieseldate* ».

ÉCOLOGIE

L'écologie doit être une préoccupation majeure de notre Union et de ses membres en raison de l'évolution alarmante de la planète. Malheureusement, au niveau des membres, la gestion du quotidien, les rendez-vous électoraux, l'appât du gain des entreprises... passent avant. Le court terme prime.

Le point primordial que nous devons prendre en compte est que nos pays développés doivent sérieusement *verdir* leurs modes de vie afin de réduire leurs propres pollutions – ET – aider les pays peu développés à faire de même. Le Plan européen, dévoilé le 14 juillet 2021, serait un bon début s'il est réellement appliqué dans les dates prévues. Mais, intègre-t-il le volet pays à aider qui est primordial ? Pire, certains pensent y recycler nos véhicules thermiques, notamment, c'est-à-dire se défaire du problème au lieu de le résoudre.

Il est aussi primordial que nos entreprises s'emparent des domaines qui conditionnent notre avenir, tant pour le climat que pour l'économie de nos pays, pour être parmi les leaders. Elles doivent retrouver un esprit de conquête sur les marchés intérieurs et extérieurs.

Ayant dit cela, je me définis comme un chaud partisan d'une écologie qui réponde à des règles :

- La vie étant faite d'une succession de compromis, l'écologie devrait participer à la recherche et à l'élaboration des moins mauvaises solutions au niveau de la planète, pas en renvoyant dans des pays tiers l'élaboration de nos besoins. Elle doit aussi prendre en compte l'économie du pays et l'emploi, et accepter des périodes de transition : un pays ne peut pas passer du tout au rien sur de simples claquements de doigts d'écologistes.
- Elle ne doit pas être punitive, ou jugée telle. Elle doit proposer des solutions alternatives réalistes et les justifier.
- Les écologistes devraient avoir un rôle constructif au lieu de s'opposer à tout, ou presque. Ainsi, nos infrastructures existantes (barrages, routes, urbanisations, réseaux électriques, voies ferrées, etc.) ne pourraient plus être réalisées aujourd'hui sans rencontrer des oppositions violentes d'écologistes et entraîner des années de tergiversations.
- Faut-il sacrifier un projet important, nécessaire sur les plans économique et humain afin de préserver à tout prix quelques plantes ou animaux endémiques qui pourraient être réimplantés ailleurs ?
- L'écologie idéologie et le principe de précaution sont deux marqueurs d'une société bloquée. Deux autres sont l'ignorance des réalités du terrain des dirigeants et leur incapacité à concevoir des réformes pertinentes, puis à en assurer les mises en œuvre avec les explications nécessaires.
- Mettre à profit les accords commerciaux de l'Union pour faire progresser la cause environnementale. Le CETA, le Mercosur, etc., sont très critiqués par les écologistes et par nos agriculteurs. Ces contrats devraient contenir des clauses qui obligent les pays partenaires à penser et à agir en faveur de l'environnement et à respecter les accords des COP passées et à venir. Il faut leur imposer, au minimum dans les échanges, les règles que nous nous appliquons à nous-mêmes. Sinon, nous subissons, avec eux, les conséquences de leur non-prise en compte des nécessités environnementales, et nous serons en plus les victimes de concurrences déloyales, comme c'est notamment le cas de la France avec certains partenaires de l'Union ou hors de l'Union dans le domaine agricole.

En conclusion, l'écologie est un long combat, universel et de chacun, qu'il faut mener d'une façon raisonnée, intelligente et progressive du fait des changements profonds imposés à nos comportements, à nos habitudes de vie, aux moyens de production, et à toutes les contraintes qui en découlent pour les domaines impliqués.

COMMUNIQUER

La communication de l'Union est déficiente, d'autant plus que les « C'est la faute de l'Europe » ou « C'est imposé par l'Europe » des antieuropéens, mais aussi de nos gouvernants qui se défont assez facilement sur l'Europe de ce qui est impopulaire, que l'origine en soit européenne ou nationale.

En revanche, pour les mesures populaires prises par Elle, leur paternité est rarement mentionnée, ou si discrètement !

L'immense chantier imposé par la mutation écologique devant se traiter sous l'égide de la Commission, il implique de sa part une communication à la hauteur de l'événement. Nos députés européens devraient intervenir périodiquement sur nos ondes et nos écrans pour porter la bonne parole afin d'instaurer un dialogue direct avec les citoyens. Pour trois raisons principales : nous tenir informés des mesures prises ou projetées ; nous les expliquer ; recueillir nos réactions.

Max Gallo, écrivain et homme politique français, fils d'immigrés italiens, disait :

« La nation n'existe et ne survit que si on l'aime ».

C'est tellement vrai et important : notre Union ne survivra que si nous l'aimons !

Il aurait aussi dit qu'une personne d'origine étrangère ne pourra être pleinement heureuse dans son pays d'adoption, que si elle a une image positive de son pays d'origine.

Mais l'amour ne se décrète pas, et surtout pas avec des lois et des directives qui nous normalisent au point de gommer nos particularités nationales et régionales. Les citoyens d'Europe font partie des biodiversités à préserver absolument. C'est d'autant plus fondamental pour l'avenir de notre Union que les mémoires de nos peuples sont surchargées de multiples conflits entre nous et de préjugés profondément enracinés qui rendent notre Union aussi vulnérable qu'essentielle !

Quand on appartient à certaines associations on porte parfois une marque de reconnaissance sur soi. Pourquoi ne rajouterions-nous pas une étoile européenne, ou les douze sur fond bleu, sur nos drapeaux respectifs pour montrer notre appartenance et notre attachement à l'Union ?

Par ailleurs, partant du principe que l'on s'attache plus facilement au beau qu'à ce qui est laid ou ordinaire, et que tous nos pays possèdent une multitude de villes anciennes magnifiques, de paysages remarquables, l'Union devrait participer encore plus activement à la préservation et à la mise en valeur de ces patrimoines qui appartiennent à nous tous... et parfois à l'Humanité ! Et le faire savoir !

La Commission devrait avoir un Commissaire chargé du Patrimoine avec un budget substantiel pour cofinancer des projets de rénovation, de préservation, de mise en valeur des richesses de nos pays et de nos régions. Plus que ce qu'elle fait déjà.

Pour réaliser ces rénovations et mises en valeur il faut des compétences souvent rares, voire inexistantes, dans les pays concernés, car bien rénover est généralement beaucoup plus complexe que construire. Beaucoup de rénovations faites sans les compétences de rénovateurs professionnels aguerris sont loin d'être parfaites et se dégradent rapidement.

Il existe en France « l'Association Ouvrière des Compagnons du Devoir et du Tour de France » (AOCDTF), association de loi 1901, reconnue d'utilité publique. L'Union pourrait susciter la création de telles associations dans les pays qui n'ont pas, ou pas assez, de personnes compétentes pour faire des rénovations de qualité : « Association Ouvrière des Compagnons du Devoir et du Tour d'Europe » (AOCDE) ! Une bonne occasion pour rapprocher nos peuples !

L'Association Ouvrière des Compagnons du Devoir et du Tour de France se définit ainsi :

« Elle réunit des hommes et des femmes de métier mobilisés autour d'un même idéal : permettre à chacun et à chacune de s'accomplir dans et par son métier, dans un esprit d'ouverture et de partage.

En tant qu'organisme de formation professionnelle, elle vise à transmettre aussi bien des savoirs et des savoir-faire par l'apprentissage d'un métier que des savoir-être par le partage de valeurs telles que la solidarité, la fraternité et la générosité.

Au-delà de la formation, le compagnonnage est une expérience professionnelle, humaine et culturelle, vecteur de découverte, d'éducation, et facteur d'insertion professionnelle et sociale. »

Les pays les plus aguerris dans le domaine, comme la France, devraient jouer un rôle important dans la formation de professionnels d'autres pays.

Table des matières

<i>I. Constat</i>	2
État d'urgence !.....	3
Déclin de l'Union.....	3
Défaitisme militaire !	4
Nucléaire : arme de conquête.....	5
Citation.....	6
Vieille Europe – Vieux Continent	7
OTAN	9
<i>II. Préconisations</i>	11
Révolution.....	13
L'Union doit se réinventer !	17
Reconstruction préconisée	18
Comité de Direction	20
Zones Géographiques suggérées	21
Défense inopérante	23
Vingt-sept Armées indépendantes	23
Budgets Militaires iniques	23
Défense préconisée	27
Options d'Organisation de la Défense ..	28
Internet sur le champ de bataille	29
Migrants	29
Processus Préconisé	30
Pouvoirs du Comité de Défense.....	35
Création de la Défense l'Union.....	36
Mutations de la Défense de l'Union	37
ODA – OTED – OTAN.....	38
Partage de l'OTAN	38
Conclusion	41
<i>III. Union et Ukraine</i>	45
Ukraine	47
Pourquoi intervenir en Ukraine ?.....	48
Référendums en Ukraine.....	48
Lignes rouges, menaces nucléaires.....	49
Deshonneur et Guerre ?.....	51
Épilogue.....	55
<i>IV. Annexe</i>	56
Autres missions de l'Union	57

Stimuler.....	57
Réguler, Coordonner, Sanctionner.....	61
Normes & Labels	61
Responsabilité & Probation	61
Écologie	62
Communiquer	63